INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 315 - AVRIL 2020 HEBDO 5

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 315

Viandes bovines

Lait de vache

Viande ovine

Lait de chèvre et viande

Les exportations de viande bovine du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine au premier trimestre 2020

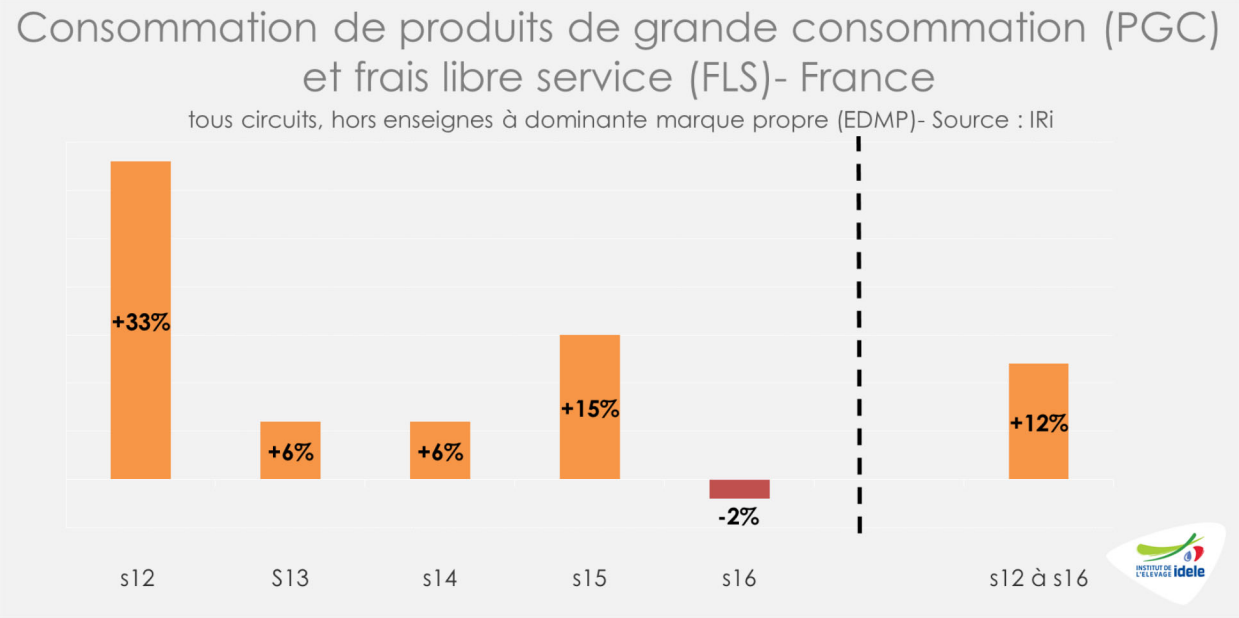
Viandes bovines

Covid-19, la situation au 29 avril pour le secteur bovin viande en France et en Europe

Le confinement généralisé en Europe pour lutter contre la pandémie de Covid-19 impacte le marché de la viande bovine. RHD à l'arrêt, achats des ménages dynamiques mais par à-coups, les opérateurs naviguent à vue. Le ralentissement des sorties en JB et surtout en veau fait craindre un alourdissement des animaux. La demande italienne en broutards se maintient, mais la demande espagnole est plus hésitante.

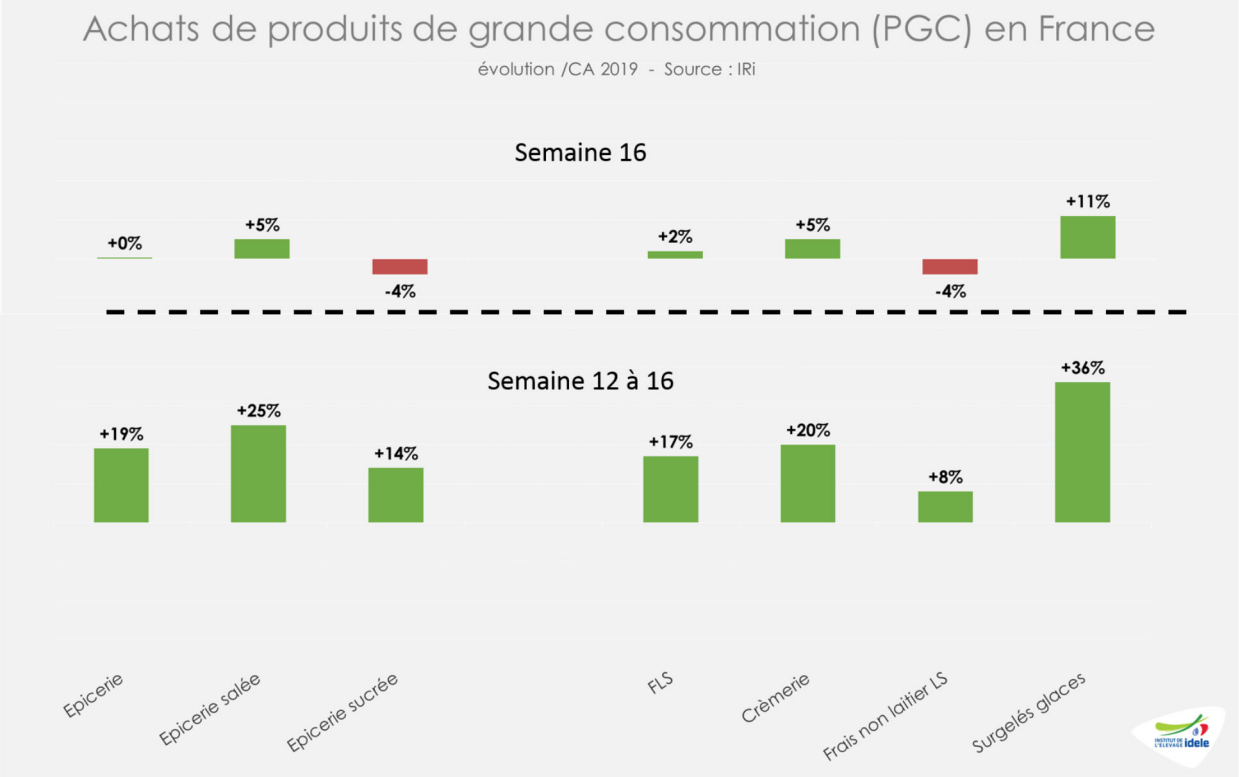
Les achats alimentaires en GMS dynamiques lors des fêtes de Pâques

Le décalage calendaire de Pâques, qui a eu lieu une semaine plus tôt en 2020/2019, perturbe la lecture des achats des ménages. Les achats de produits de grande consommation et de produits frais en GMS libre-service étaient en baisse en semaine 16 mais avec un jour ouvré en moins. D'après l'IRi, les achats de produits de grande consommation (PGC) et frais libre-service (FLS) reculent de -2% /2019 et les PGC alimentaires de -3%. Cependant, ils ont sans aucun doute rebondi en semaine 17, avec un jour ouvré de plus.

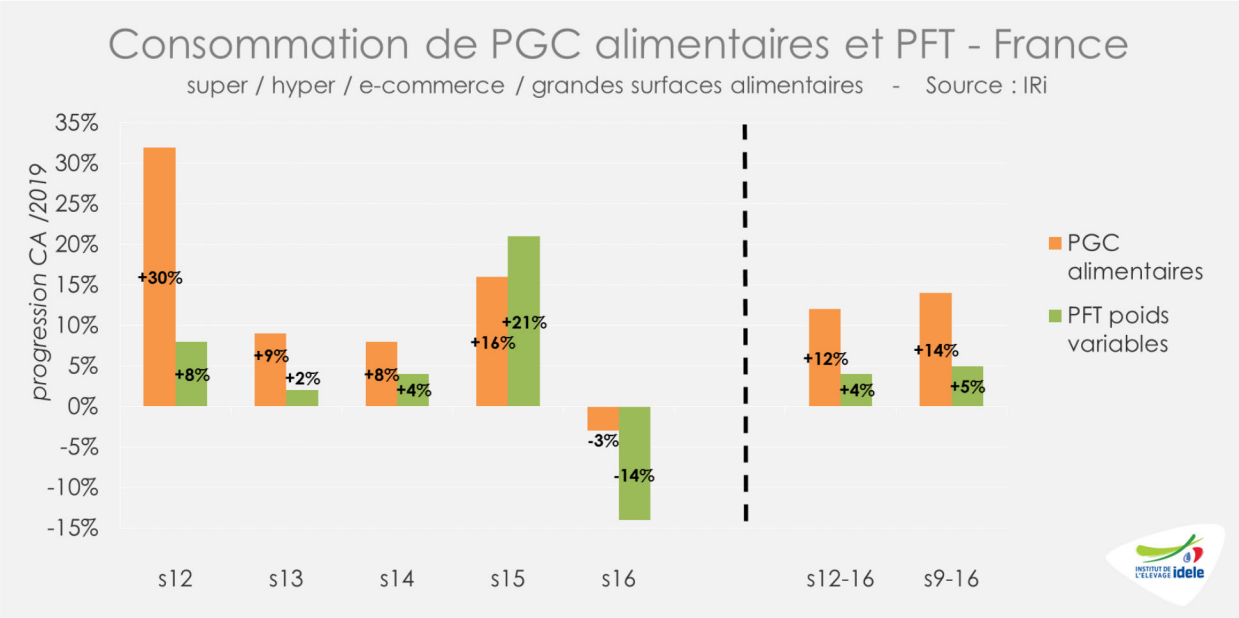


La croissance des PGC et des PGC alimentaires reste dynamique sur l'ensemble des semaines 15 & 16 (+7% /2019) grâce à la bonne performance du frais en libre-service (+10%) et de l'épicerie (+9%). Depuis le début du confinement, sur les semaines 12 à 16, la croissance reste soutenue (+12% /2019).

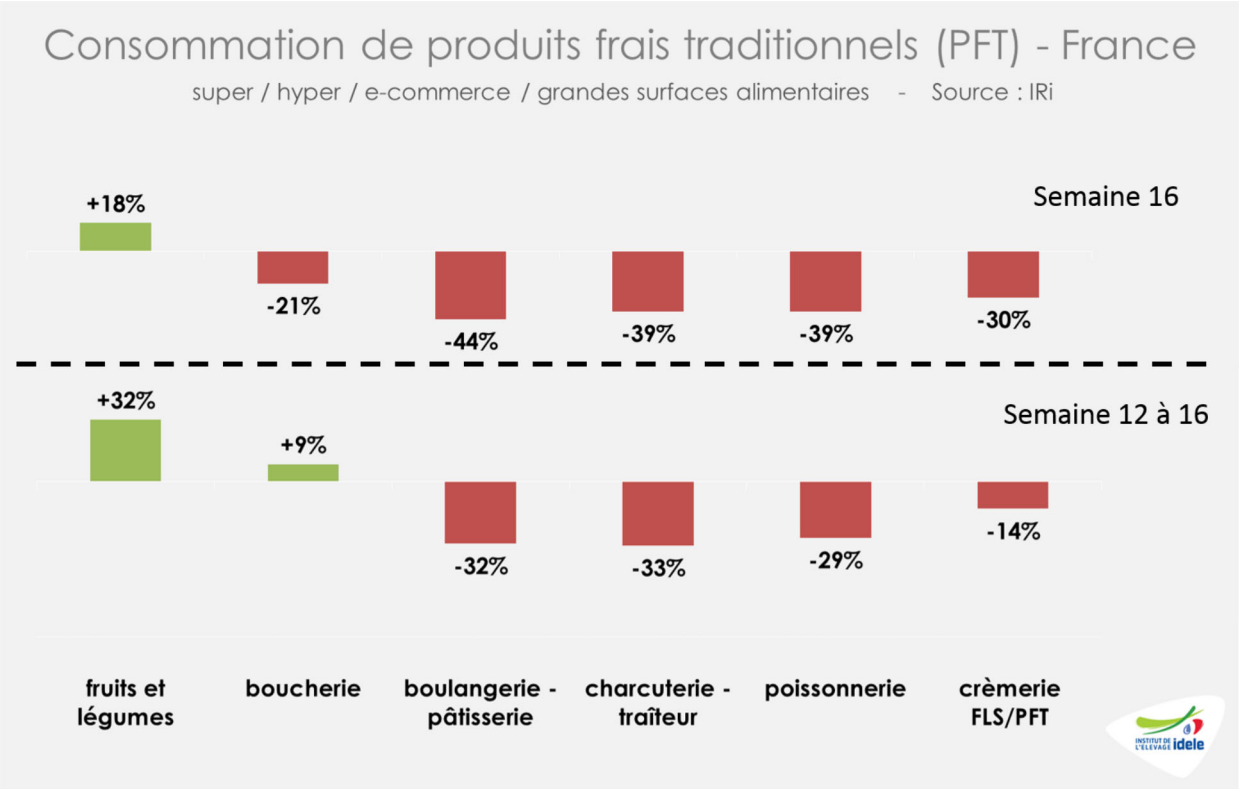
En semaine 16, les achats de surgelés et glaces (dont les viandes congelées) enregistrent la progression la plus importante parmi les PGC malgré un jour ouvré en moins (+11% /2019). Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) sont en légère baisse (-4% /2019 en semaine 16) mais connaissent malgré tout une hausse importante en cumul sur les semaines 12 à 16 (+11% /2019).



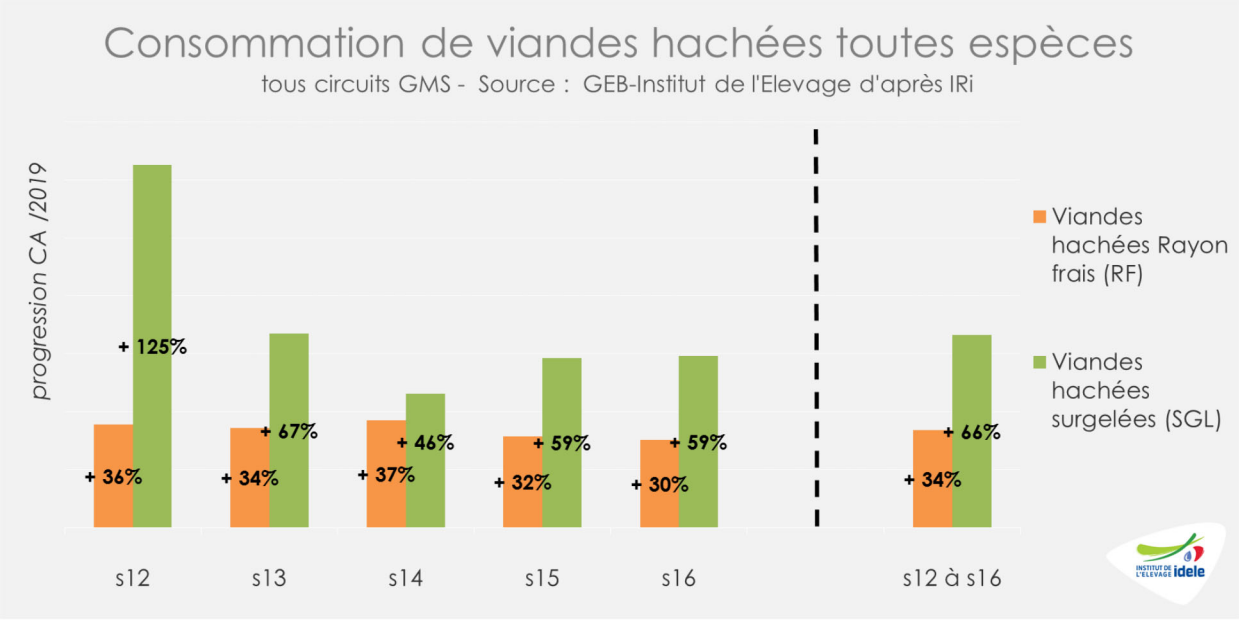
Lors de la semaine 16 incluant le lundi de Pâque férié, les achats de produits frais traditionnels, vendus à poids variable (PFT) en GMS et e-commerce, sont en retrait. Cependant, l'analyse à la semaine est difficile pour les raisons évoquées précédemment. D'après l'IRi, entre les semaines 12 et 16, les achats de PFT restent importants et ont progressé de +4% /2019 (contre +12% pour les PGC alimentaires).



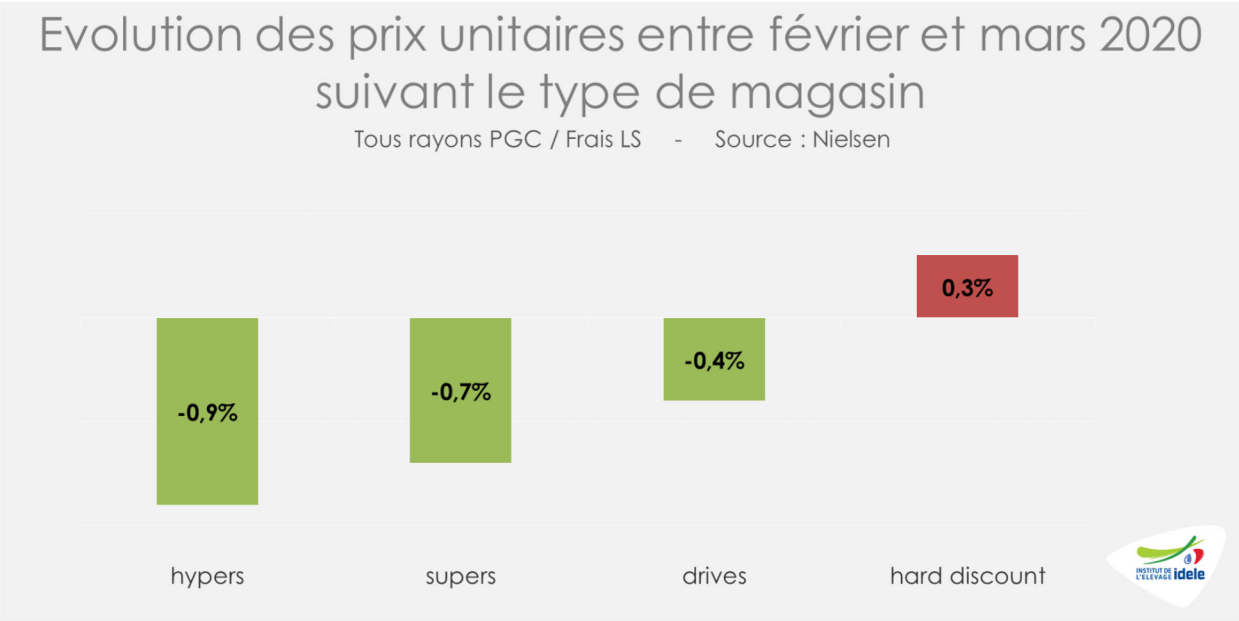
Depuis le début du confinement, la progression des ventes de produits frais traditionnels (PFT) est portée par les rayons fruits et légumes et boucherie. En semaine 16, contenant un jour férié, les achats au rayon boucherie étaient en retrait (-21% /2019) mais restent en hausse sensible en cumul sur les semaines 12 à 16 (+9% /2019).



Les ventes de hachés semblent avoir trouvé un nouvel équilibre après la constitution de stocks de haché surgelé en début de confinement. Les niveaux d'achats restent élevés. Les croissances d'achats en semaine 16 sont à nouveau équivalentes à celles des semaines précédentes depuis la semaine 13. Au final, les ventes de haché surgelé sur les semaines 12 à 16 ont progressé de +66% /2019. Les achats de viande hachée réfrigérée ont augmenté de +34% /2019.



Les données disponibles auprès de l'Institut Nielsen mesurant l'inflation des produits de grande consommation s'arrêtent à fin mars. Elles montrent que, jusqu'à cette date, l'inflation a été plus que mesurée puisque les prix unitaires des PGC vendus en GMS ont globalement diminué, à l'exception de ceux vendus en *Hard Discount*.

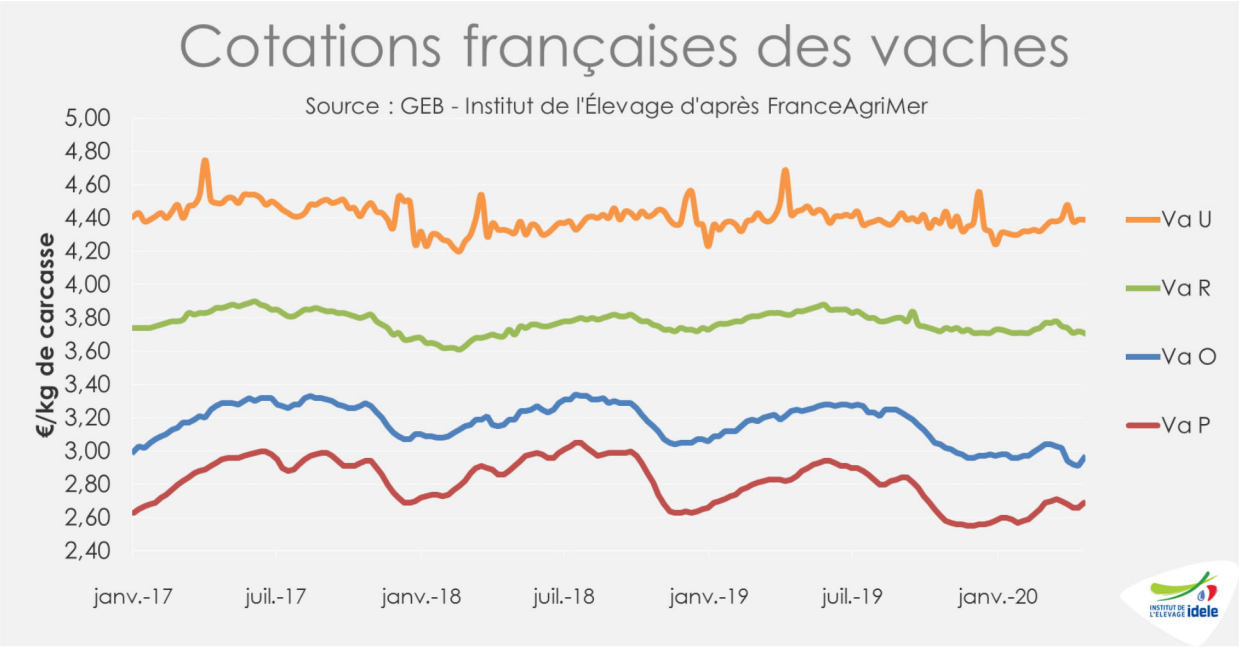


Femelles en France : les cours des réformes moins conformées rebondissent un peu

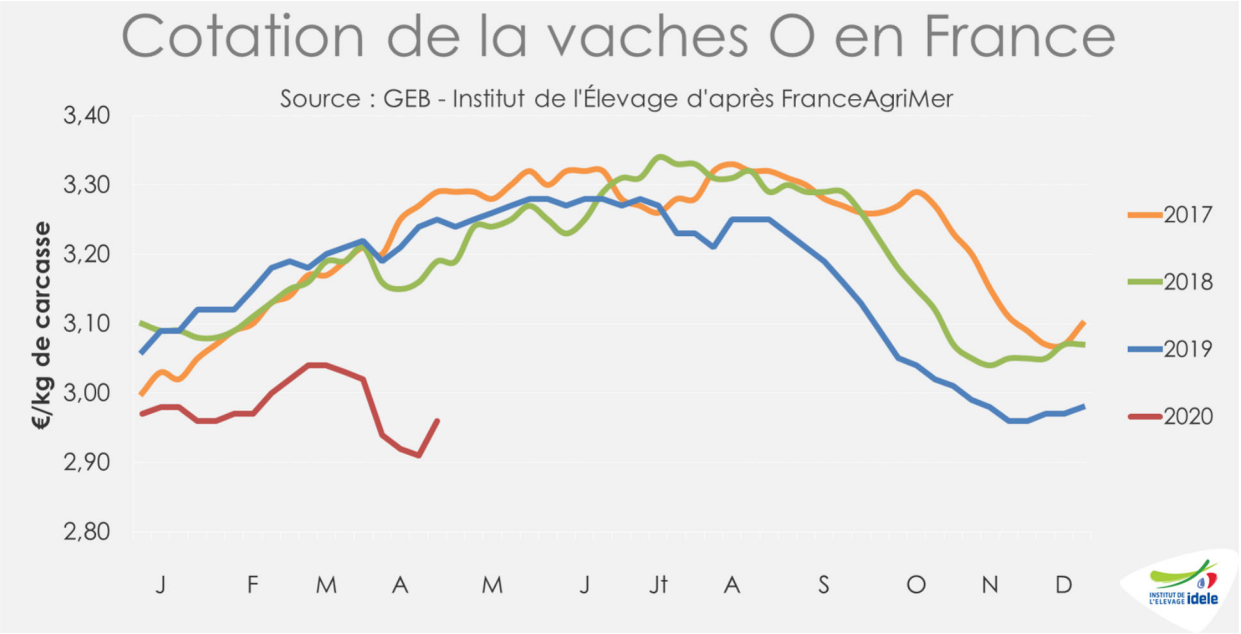
La filière bovine française continue de faire face à un bouleversement de ses débouchés avec une RHD ayant presque totalement disparu du panorama au profit de la vente au détail. La croissance des ventes de viande hachée en GMS semaine après semaine continue d'impacter le marché. Alors que la question de la valorisation de la carcasse reste posée (cf. articles précédents) et après plusieurs semaines de baisse, le cours de la vache O, principale source de muscles à hacher pour les transformateurs français, a été revalorisé et ce alors que les abattages de vaches laitières sont à la hausse.

La semaine 17 compte en 2020 un jour ouvré de plus qu'en 2019 lié au décalage des fêtes de Pâques. L'indicateur hebdomadaire de Normabev montre logiquement un nombre de gros bovins abattus en progression (+15% /2019). Sur les semaines 16 et 17, les abattages de gros bovins sont également en hausse, plus mesurée (+2%). En cumul sur les cinq dernières semaines (13 à 17), les évolutions des abattages ont cependant été à la baisse (-8% /2019). Les abattages de réformes laitières ont été stables, malgré une reprise récente, quand les abattages de réformes allaitantes ont reflué (-10%)

Entre les semaines 16 et 17, les cours des femelles les mieux conformées ont été relativement stables quand ceux des moins bien conformées ont rebondi, après de très fortes baisses les semaines précédentes. La cotation de la vache U est restée stable, à 4,39 €/kg de carcasse (-1% /2019 et +2% /2018). La vache R a perdu 1 centime, à 3,71 €/kg éc (-3% /2019 et -1% /2018).



A l'opposé, la cotation de la vache P s'est appréciée de 3 centimes par kilo de carcasse, à 2,67 €/kg éc (-6% /2019 et -7% /2018). Mais c'est surtout la vache O qui voit sa cotation augmenter : +6 centimes en une semaine (+2%). A 2,96 €/kg éc (-9% /2019 et -7% /2018), c'est cependant 7 centimes de moins qu'avant le confinement, mais surtout 29 centimes de moins qu'un an auparavant.



Aide au stockage privé : dépôt des premières demandes à partir du 7 mai

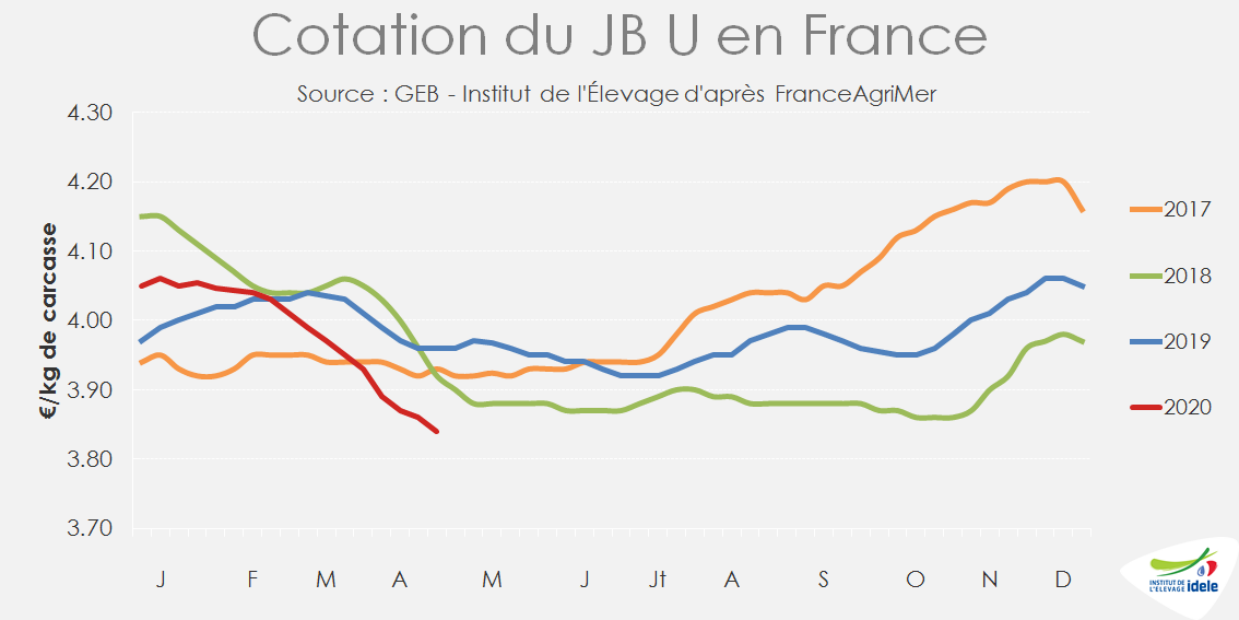
La définition de l'aide au stockage privé de viande bovine annoncée la semaine dernière aurait légèrement évolué, avec l'introduction de la classe O dans les produits éligibles, qui concerne rappelons-le les quartiers arrières avec os réfrigérés des gros bovins âgés de plus de 8 mois. Les veaux restent à l'heure actuelle exclus de cette mesure. Les dépôts des premières demandes pourront avoir lieu à compter du 7 mai.

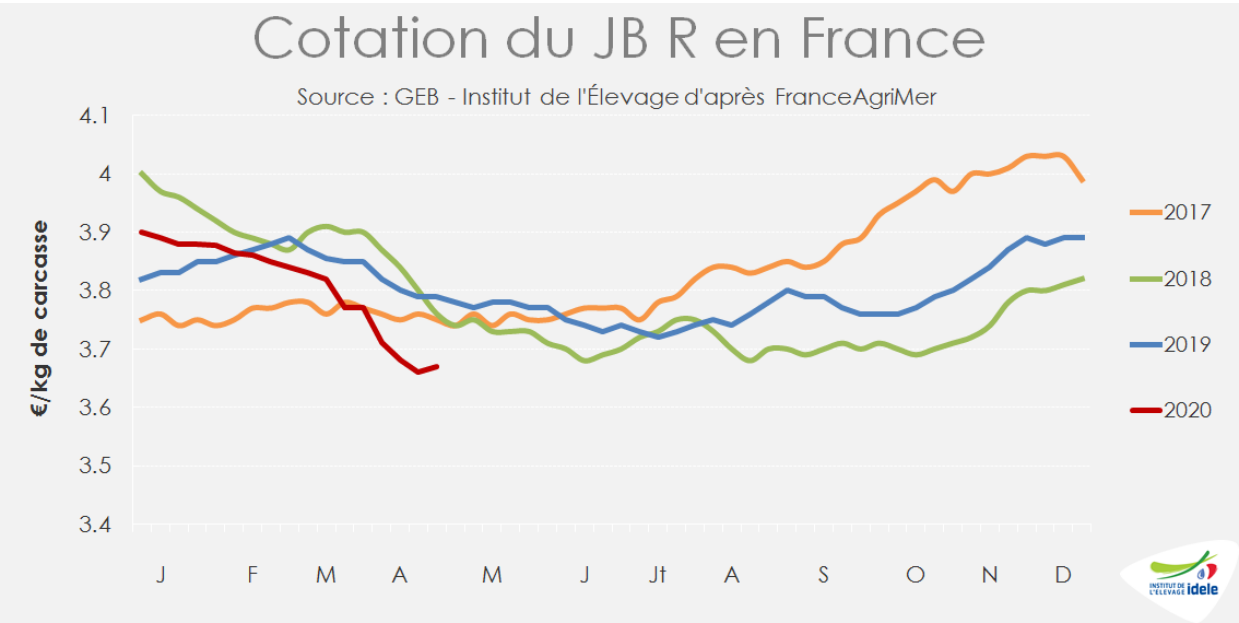
En attendant, cette mesure suscite déjà des réactions mitigées partout en Europe. Les députés européens de la COMAGRI estiment notamment que cette mesure est « un pas dans la bonne direction, mais il est loin d'être suffisant ». Les députés comprennent « que le budget de l'UE est serré. Mais ce n'est pas le moment d'être frugal ni d'hésiter ». L'ancien président de cette Commission du Parlement européen, l'ancien Ministre de l'Agriculture italien Paolo De Castro, estime que l'UE devrait avoir « le courage » d'activer la réserve pour les crises agricoles de 478 millions d'euros « le plus rapidement possible ». Cette réserve de crise n'a jamais été utilisée depuis qu'elle a été instituée, lors de la dernière réforme de la PAC de 2013. Elle est constituée en prélevant 1% du montant des aides

directes versées aux agriculteurs européens (pour les secteurs qui en perçoivent). Son utilisation nécessiterait un large consensus en amont. Rappelons que ce prélèvement est chaque année systématiquement effectué lors du versement des acomptes, et restitué lors de l'apurement des aides si la réserve n'a pas été utilisée.

Jeune bovin en France : La baisse des cours se poursuit, les laitiers très fortement impactés

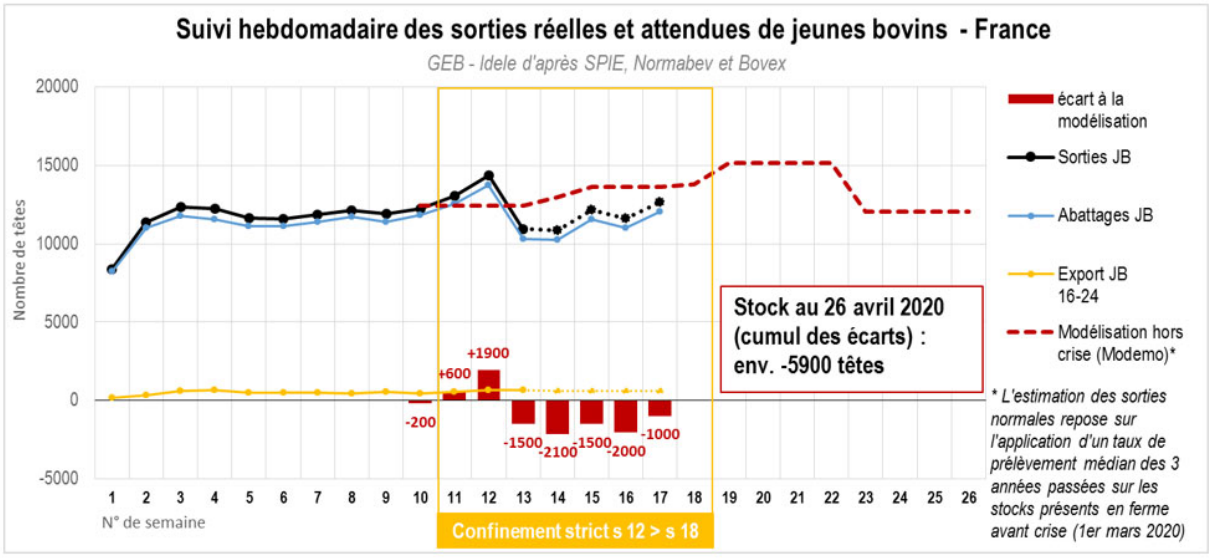
La cotation du JB U a encore perdu 2 centimes en semaine 17 pour tomber à 3,84 €/kg de carcasse (-2% /2019 et -3% /2018). La concurrence accrue sur le marché européen et le ralentissement de la demande en Italie pèsent en effet sur les cours des JB de type viande. La cotation du JB R a cependant regagné 1 centime à 3,67 €/kg (-2% /2018 et -3% /2019). Celle du JB O a stoppé sa baisse vertigineuse, en se stabilisant à très bas niveau, à 3,16 €/kg (-5% /2019 et -6% /2018). Les JB laitiers souffrent de la perte du débouché de la RHD et de la concurrence des vaches laitières, moins chères.





Après 4 semaines à l'étiage, les abattages de jeunes bovins ont rebondi en semaine 17, mais avec un jour ouvré de plus qu'en 2019 (où la semaine 17 comptait le lundi de Pâques). En cumul sur les semaines 16 et 17, quinzaine incluant le lundi de Pâques pour les 2 années, les abattages restent en baisse de -9% pour les JB laitiers et de -3% pour les JB viande. En moyenne sur ces 2 semaines, les poids des JB laitiers étaient en hausse de +2,1% /2019 à 375 kg, et ceux des JB viande en hausse de +1,0% à 441 kg.

La modélisation MODEMO indique au 26 avril des effectifs en fermes de 5 900 JB viande supplémentaires par rapport aux sorties modélisées des semaines 11 à 17. Ceci représente un retard de sorties de l'équivalent d'une demi-semaine d'abattage.



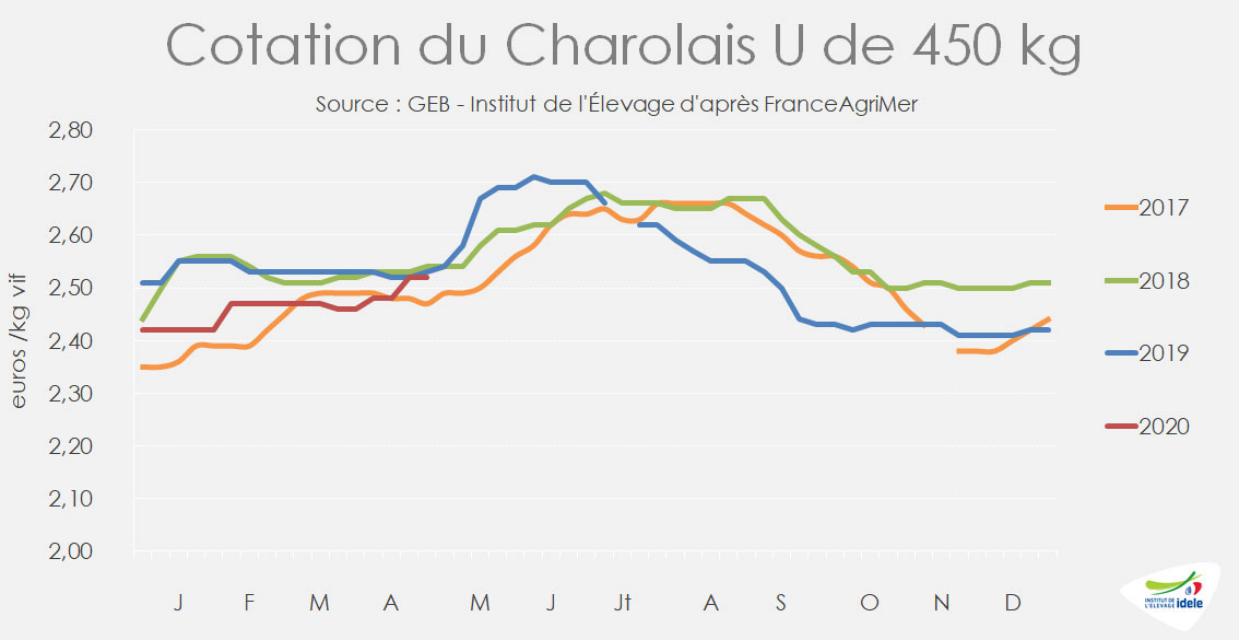
GROS BOVINS MAIGRES : Les prix se maintiennent

En semaine 17, les cours se sont maintenus avec des envois dynamiques en volumes vers l'Italie dans un contexte d'offre réduite. Les envois vers l'Espagne ont progressé par rapport aux semaines précédentes, à des prix toutefois dégradés, et sans que l'on puisse distinguer les broutards des veaux nourrissons. Le commerce avec l'Algérie reste difficile.

Prix stables dans un contexte d'offre réduite

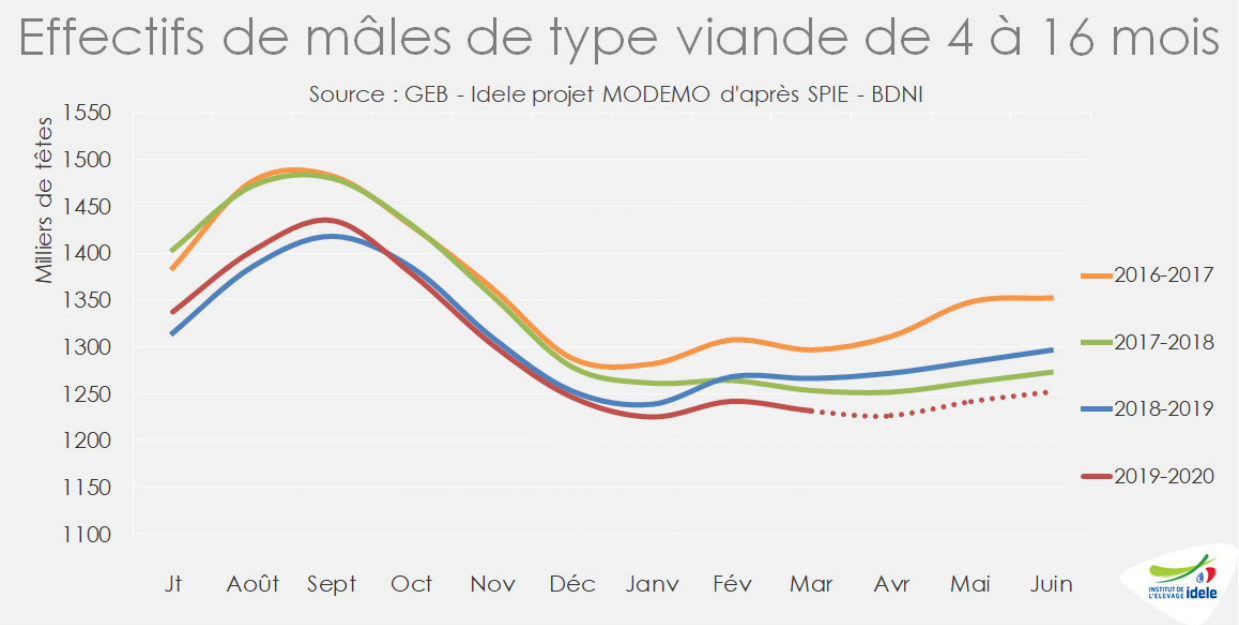
En semaine 17, les cours des gros bovins maigres sont reconduits, en-dessous de leurs niveaux des deux années précédentes sauf pour les catégories les plus lourdes. Ainsi, le cours du Charolais U de 450 kg s'est établi à 2,52 €/kg vif, au même niveau qu'en 2019 (-1cts /2018). Le Limousin E de 300 kg cotait 3,03 €/kg sans changement depuis la mi-février (-4% /2019 ;-2% /2018).

Les cours des femelles se sont également maintenus, la Limousine E de 270 kg et la Charolaise U de 270 kg cotaient respectivement 2,75 (-1% /2019) et 2,55 €/kg (-4%).



Le recul saisonnier des disponibilités est accentué par le repli des naissances de ces dernières années. Cette offre limitée soutient les cours : la modélisation MODEMO estime que les effectifs de mâles de type viande de 4 à 16 mois au 1er avril seraient en recul de -4% /2019 et de -3% /2018.

La meilleure tenue des prix des Charolais lourds s'explique à la fois par une demande italienne qui ne faiblit pas pour ces animaux et un recul de l'offre plus marqué en ce printemps. Les effectifs de Charolais et de Blonds mâles de 4-16 mois au 1er mars étaient en repli de -5% /2019 tandis que les effectifs de Limousins étaient en recul de seulement -1% /2019 (+2% /2018).

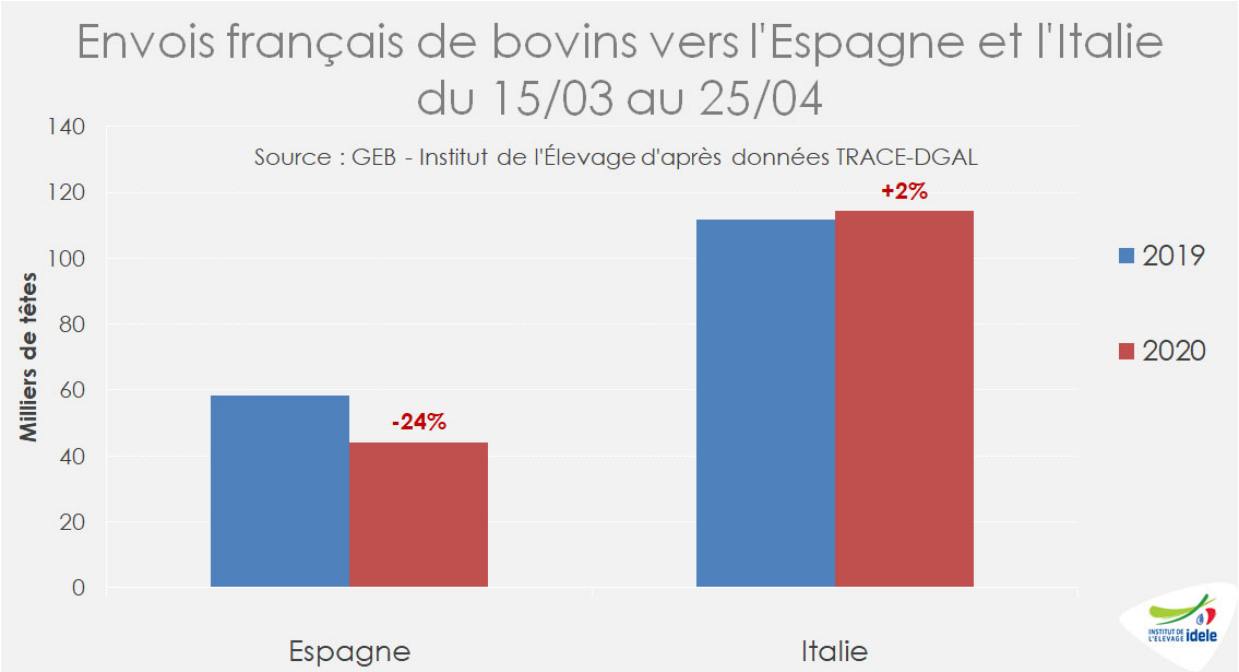


Les envois étaient stables en semaines 16 et 17

D'après les données TRACE transmises par la DGAL, les envois en vif vers l'Italie ont bondi en semaine 17 par rapport à 2019, en premier lieu du décalage du lundi de Pâques en semaine 16-2020 contre la semaine 17 en 2019. Ainsi, le bilan des envois sur la dernière quinzaine (semaines 16 et 17) a progressé de 5% par rapport à 2019. Au total, les envois vers l'Italie du 15 mars au 25 avril sont en hausse de +2% à 114 000 têtes. Ce flux d'animaux concerne presqu'exclusivement des broutards qui fournissent la filière JB. En Italie, la viande de JB issue de broutards français est très présente en GMS et donc plutôt favorisée depuis le début du confinement. La viande importée semble aujourd'hui plus présente dans les rayons qu'au début du confinement. Elle ferait pression sur les prix des animaux finis qui arrivent habituellement à leur creux saisonnier après Pâques.

Vers l'Espagne, les envois se partagent entre des broutards légers et des veaux nourrissons. La demande ibérique qui était très dégradée depuis le début de la pandémie semble se rétablir en volumes en semaines 16 et 17, durant lesquelles les envois n'ont reculé que de 2% /2019. On ne dispose toutefois pas de la répartition entre veaux nourrissons et broutards dans ce total, et selon plusieurs opérateurs, les flux de broutards seraient les plus affectés. Les exigences de baisses de prix de la part des engraisseurs ne seraient pas acceptables dans un marché français stable, sauf peut-être pour des bovins non demandés ailleurs (très peu conformés…). En parallèle, le recul de la demande française en veaux nourrissons alimente le disponible exportable sur cette catégorie.

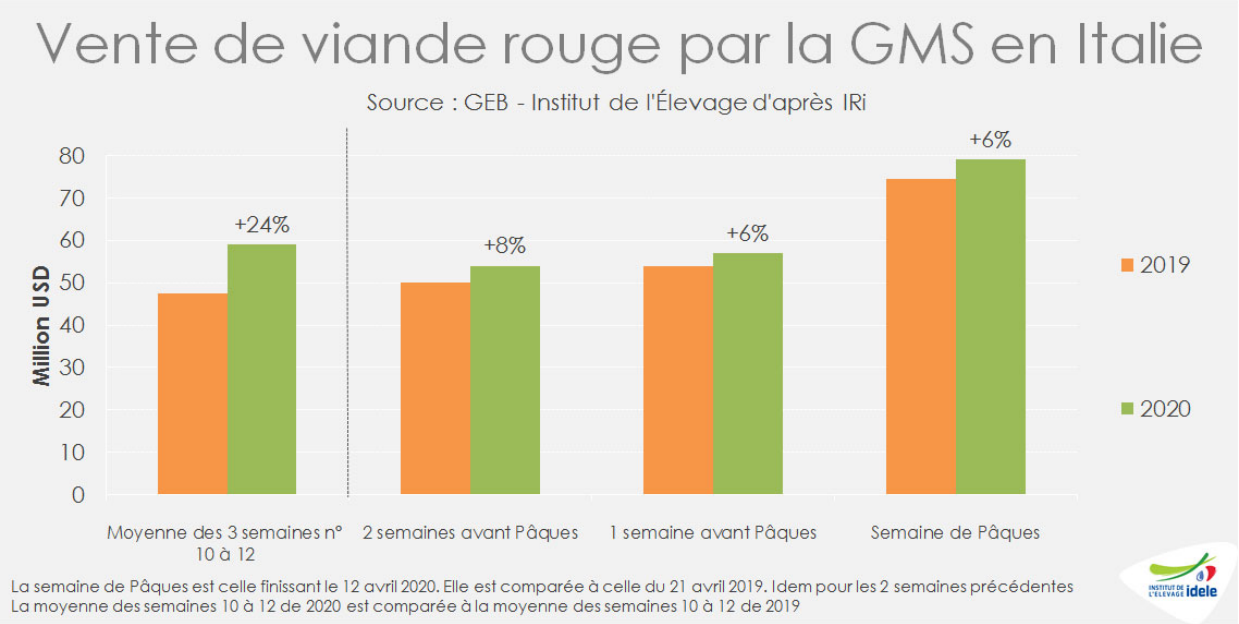
Au global, depuis le 15 mars, les exportations de bovins français vers l'Espagne ont reculé de -24% /2019 à 44 000 têtes.



Les exportations vers les pays tiers restent très difficiles du fait des contraintes sanitaires, de la concurrence et de la crise économique qui monte. Le commerce avec l'Algérie, le plus important en volumes, est actuellement très perturbé (voir article précédent).

ITALIE: la hausse des achats des ménages fléchit, la bourse de Modène reprend

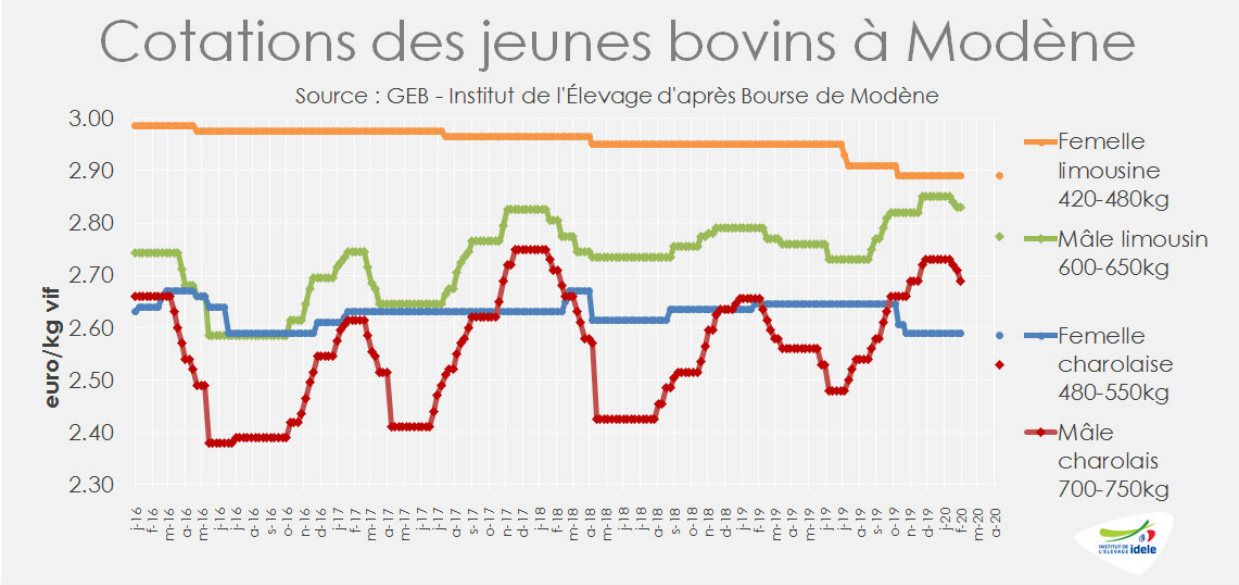
Les achats de viande par les ménages italiens restent en hausse en raison du report de la consommation hors domicile sur les achats des ménages, mais la hausse s'amenuise. D'après le panel IRi, les ventes de viande rouge pour Pâques ont été dynamiques, tout comme lors des 2 semaines précédentes (comparaison basée sur Pâque). Mais la hausse est de plus en plus modeste : +6% contre +24% lors des 3 premières semaines de confinement (comparaison 2020/2019 pour les semaines 10 à 12). D'après les opérateurs français et italiens, la demande semble actuellement ralentie sur le marché italien. Est-ce un effet « fin de mois » ou déjà les premiers effets de la baisse de pouvoir d'achat induite par le confinement pour de nombreux foyers ?



Par ailleurs, la présence de viandes importées dans les rayons des GMS, consécutive aux fortes baisses de prix chez les fournisseurs européens, semble se renforcer. Ceci ralentirait la demande pour la viande italienne produite à partir de broutards français qui constitue en temps normal le produit « filière » des GMS, occupant le cœur des linéaires. Les pièces de déhanché, dont le principal débouché était la restauration, passent en vente au détail, mais

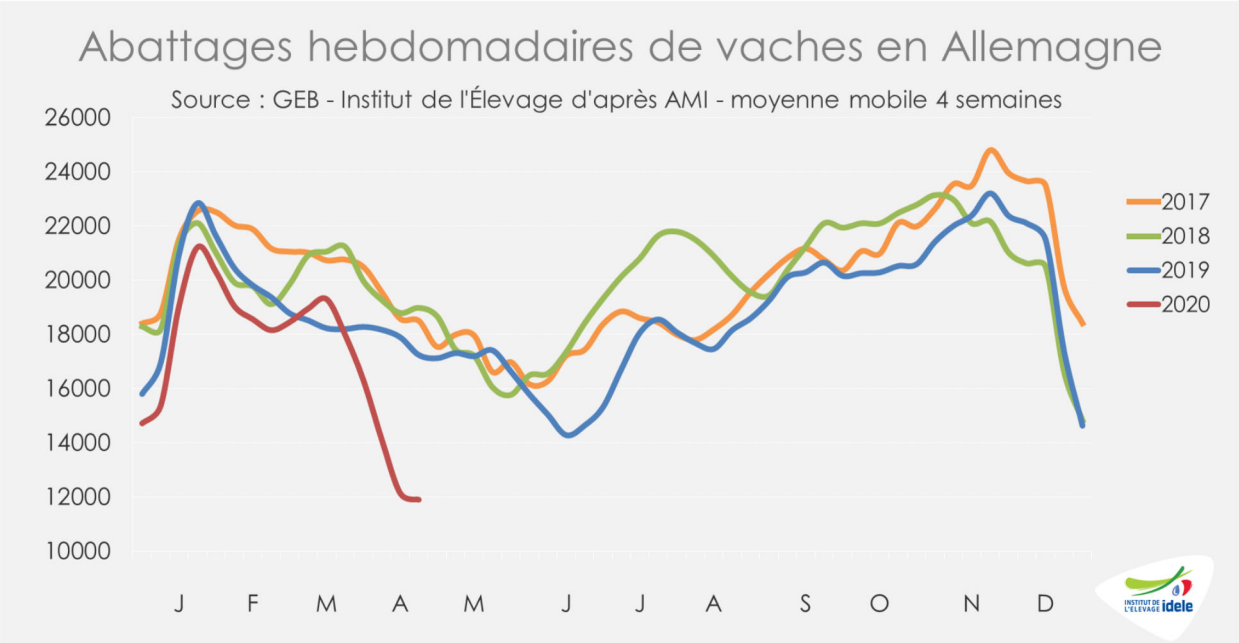
toujours au prix d'une perte de valeur. Les industriels doivent donc compter sur une revalorisation du globe pour équilibrer les prix, ce qui est compliqué dans ce contexte de concurrence accrue.

Le marché est donc actuellement moins fluide, notamment pour les mâles charolais dont les prix sont en baisse. Après 9 semaines d'arrêt, la bourse de Modène s'est réunie lundi 27 avril en visioconférence. Les prix des femelles ont été quasiment reconduits par rapport au 14 février et ceux des mâles croisés nés en Italie ont gagné 1 centime. A l'inverse, les mâles charolais ont chuté de 16 centimes à 2,53 €/kg vif (-1% /2019) et les mâles limousins de 6 centimes à 2,78 €/kg (+1% /2019), comme s'ils avaient suivi une baisse saisonnière marquée.



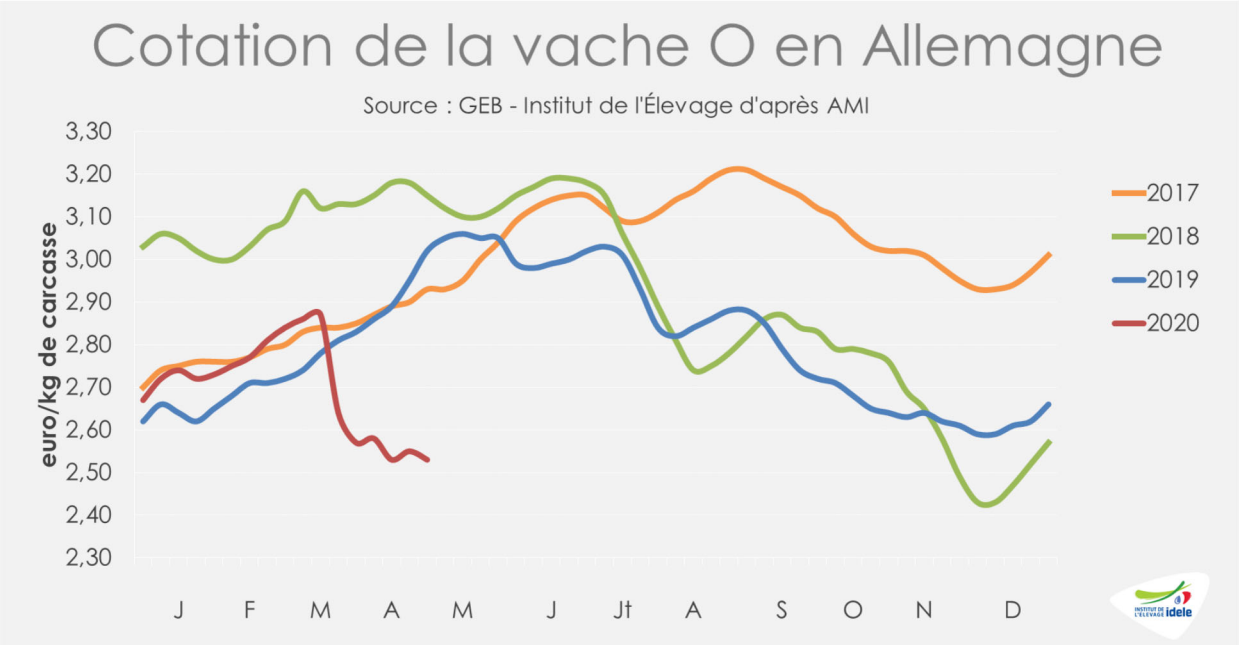
ALLEMAGNE : les cours de nouveau en baisse, les abattages au plus bas

La demande des abattoirs allemands reste très faible, d'après les experts d'AMI. Malgré une offre en élevage plutôt limitée quelles que soient les catégories, les industriels relèvent des difficultés de commercialisation. Les abattages sont ainsi en baisse pour toutes les catégories de bovins. D'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI, les abattages de vaches se sont écroulés en cumul sur les semaines 14 à 17. La baisse atteindrait ainsi -31% /2019 !



Les ventes de viande bovine restent encore en berne d'après AMI. En effet, la demande s'est complètement effondrée et certaines sociétés d'abattage ont été contraintes de réduire leur activité. La pression de l'industrie de l'abattage sur les prix à la production a donc continué d'augmenter, induisant de nouvelles baisses malgré les forts reculs déjà accumulés les semaines précédentes. En semaine 17, après une semaine de « trêve », les cours sont

repartis à la baisse. La cotation de la vache O a ainsi encore perdu 2 centimes en une semaine, à 2,53 €/kg de carcasse (-16% /2019, -20% /2018). C'est désormais 34 centimes de moins (-12%) qu'avant le début de la crise.



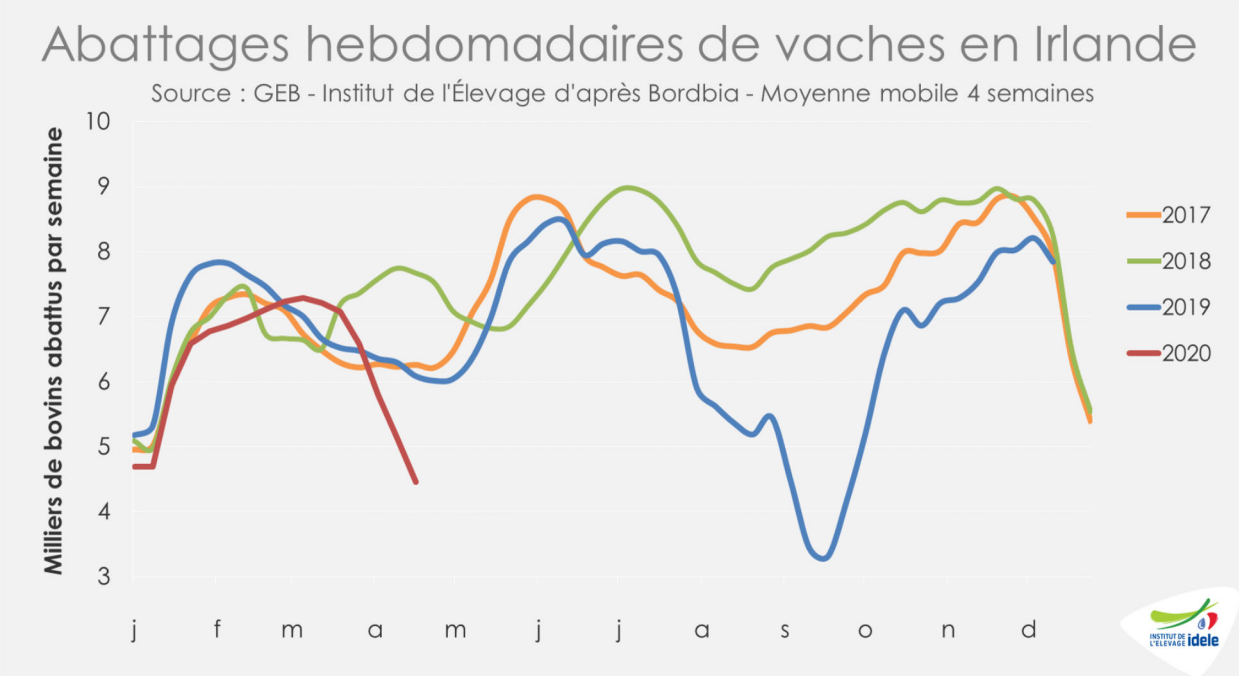
IRLANDE: poursuite de la baisse des abattages, les cours des réformes se stabilisent

Alors que la gestion sanitaire des abattoirs est mise en avant par les industriels irlandais (cf. article de la semaine dernière), plusieurs rumeurs ont circulé quant à la possible contamination au coronavirus de 160 employés d'un abattoir du groupe *Liffey Meats* à Ballyjamesduff dans le comté de Cavan au Nord de l'Irlande. Le groupe a vigoureusement démenti. Le 29 avril, les autorités sanitaires étaient cependant appelées par plusieurs organisations de travailleurs à inspecter l'abattoir.

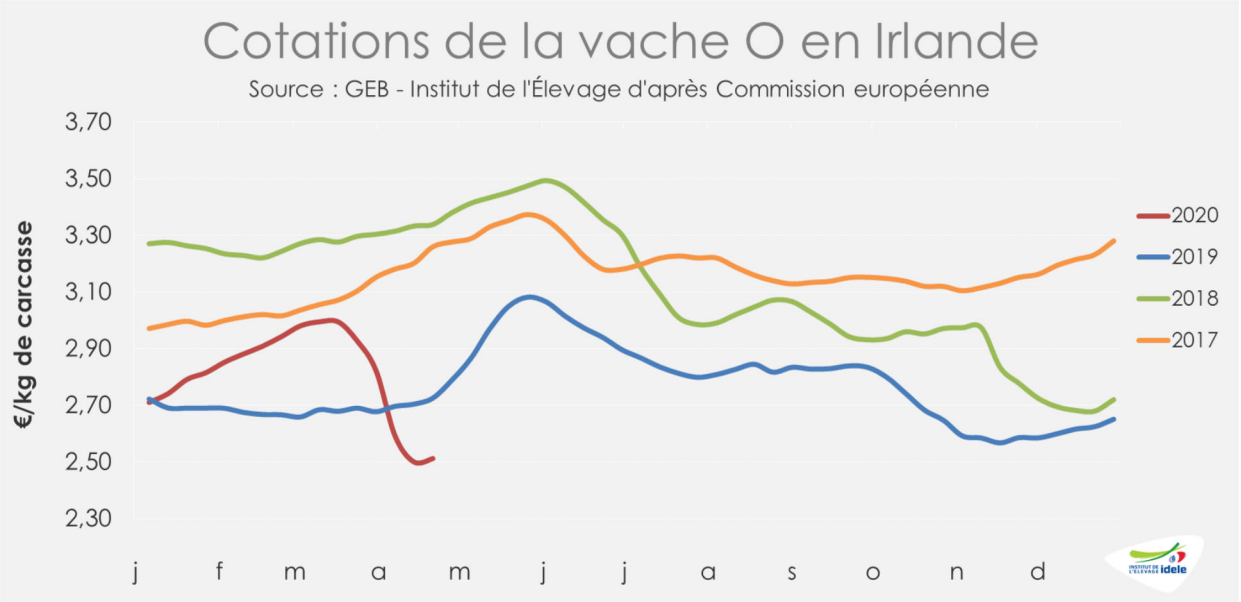
En attendant, si un petit nombre d'abattoirs irlandais est touché par une prévalence élevée d'ouvriers porteurs de la maladie, les observateurs estiment malgré tout que la baisse des abattages semble plutôt due à la contraction de la demande qu'à une défection du personnel. En semaine 17, le ralentissement de l'activité des abattoirs agréés à l'export, observé notamment depuis la semaine 15, se confirme. Sur les quatre dernières semaines (semaines 14 à 17), les abattages de gros bovins sont en net retrait (-19% /2019). Si toutes les catégories sont concernées, deux sont particulièrement touchées :

· les jeunes bovins (-48% /2019). En anticipation d'un Brexit dur, la production de cette catégorie de bovins avait très nettement augmenté au 1er semestre 2019 au détriment du bœuf stricto sensu (mâles castrés), exporté traditionnellement au Royaume-Uni. Depuis, les perspectives d'un Brexit (peut-être) moins dur et surtout la réduction des débouchés vers l'Europe continentale, depuis la pandémie de Covid-19, ont affecté la production irlandaise de mâles non castrés.

· les vaches de réforme (-27% /2019). La contraction des débouchés de la RHD domestique et de l'export pour la RHD et la transformation (burgers pour les grandes chaînes de restauration rapide notamment) pèse particulièrement sur cette catégorie. La RHD représentait 60% des exportations de viande bovine irlandaise en 2019.



D'après *Bord Bia*, le marché reste sous pression. Les cours des principales catégories ont plus ou moins tenu en semaine 16. Ainsi, la cotation de la vache O a repris 1 centime, toujours à très bas niveau, à 2,51 €/kg éc (-8% /2019 ; -25% /2018). C'est 48 centimes de moins qu'avant le début de la baisse en semaine 12. Le cours du bœuf R a quant à lui reculé de 4 centimes (-1%), à 3,41 €/kg éc (-7% /2019).

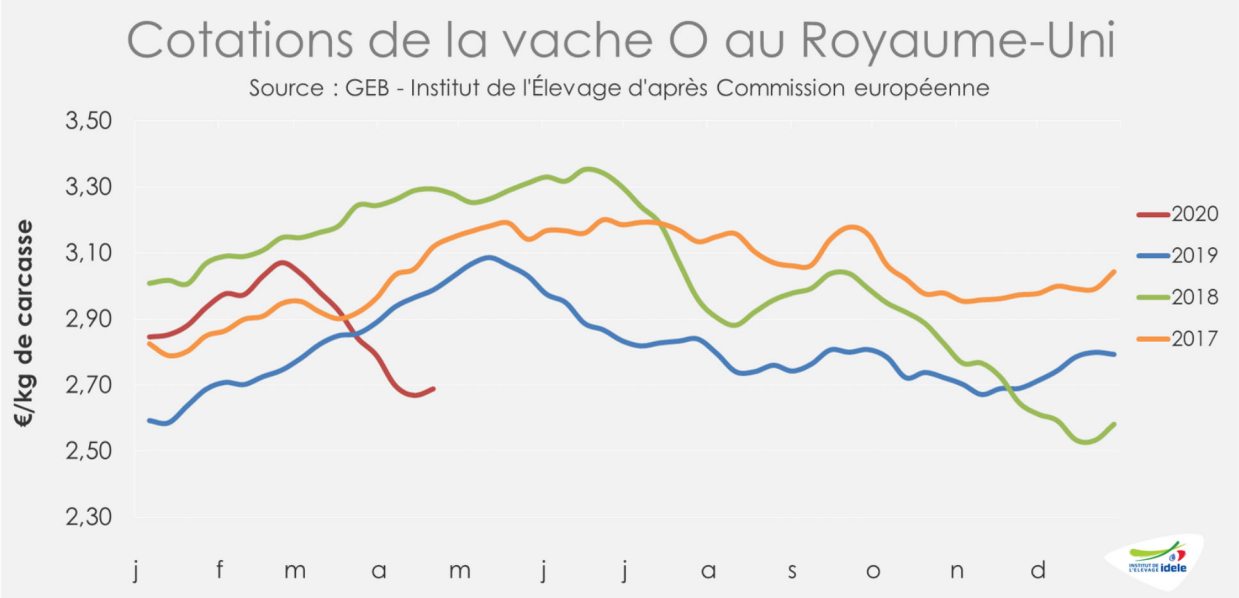


Mais plusieurs signes donnent un peu d'espoir aux opérateurs irlandais. Outre le retour de la Chine sur le marché mondial (cf. articles précédents), McDonald's réalise actuellement des tests de réouverture de ses restaurants au Royaume-Uni et en Irlande. McDonald's s'assure notamment de disposer d'un approvisionnement suffisant avant la réouverture qui devrait intervenir au mieux mi-mai. Pour mémoire, le groupe originaire des États-Unis est l'un des plus gros acheteurs de viande bovine irlandaise avec 40 000 tonnes achetées en 2019 pour fournir le marché européen. Un hamburger sur cinq vendu dans ses points de vente à travers l'Europe est d'origine irlandaise !

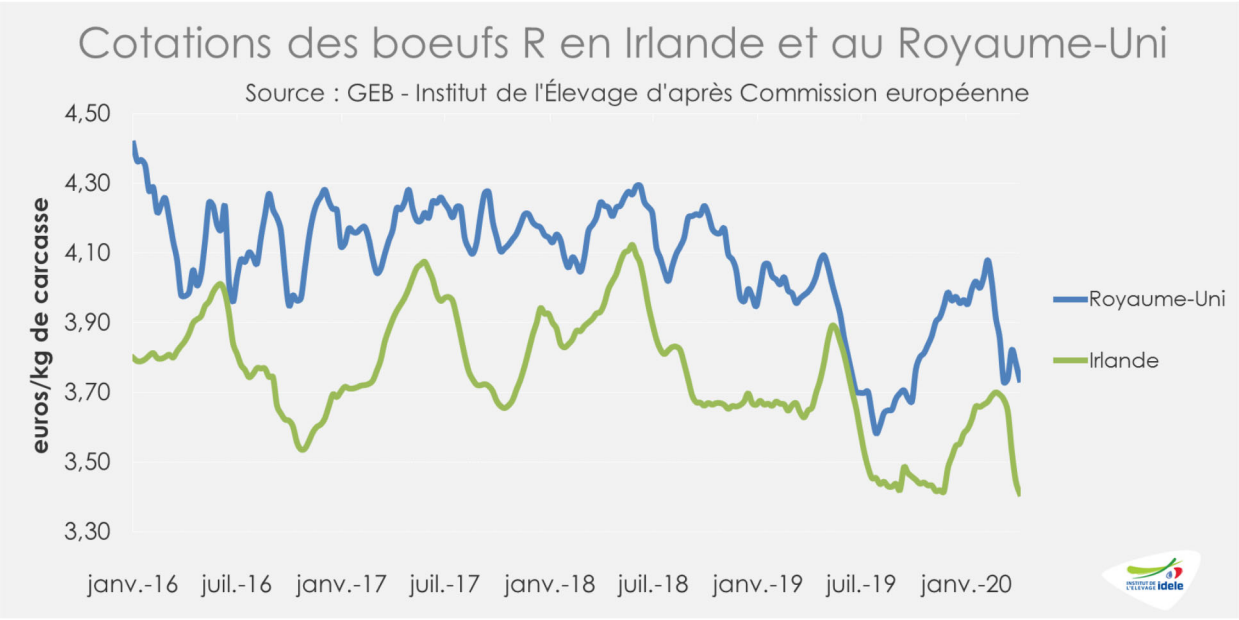
ROYAUME-UNI : baisse jugulée du prix pour les réformes

L'ensemble du marché reste sous pression. D'après AHDB, en semaine 16 et en devise locale, on observe un renversement de tendance par rapport aux semaines précédentes pour les vaches, à l'instar de ce qui se passe en Irlande. Leurs cotations se sont en effet stabilisées. Le constat est différent pour les animaux plus jeunes (*prime cattle*) dont les cours ont baissé. Les cours restent cependant globalement sous la pression de la fermeture de la RHD, du déséquilibre de la valorisation des carcasses et des difficultés à valoriser les cuirs (voir les articles Tendances des deux semaines précédentes).

En euros, la cotation de la vache progresse via la hausse de la valeur relative de la livre sterling. En semaine 16, elle cotait ainsi 2,69 €/kg de carcasse (-10% /2019 et -18% /2020), soit 2 centimes de plus en une semaine (+1%).

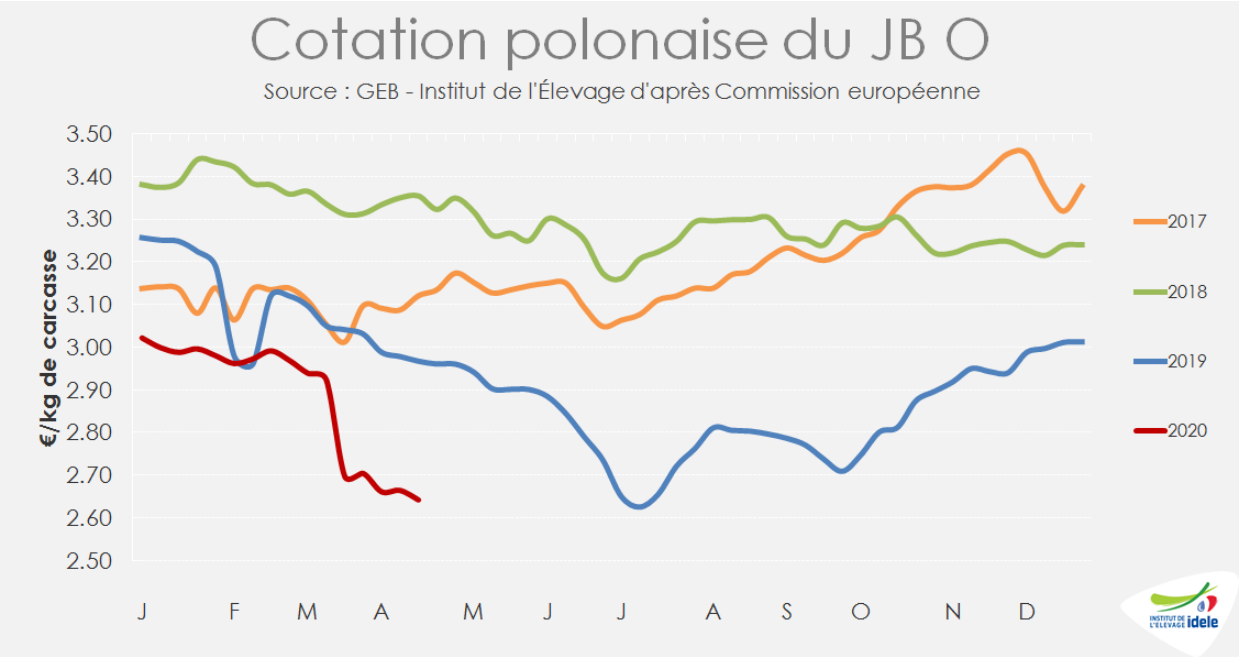


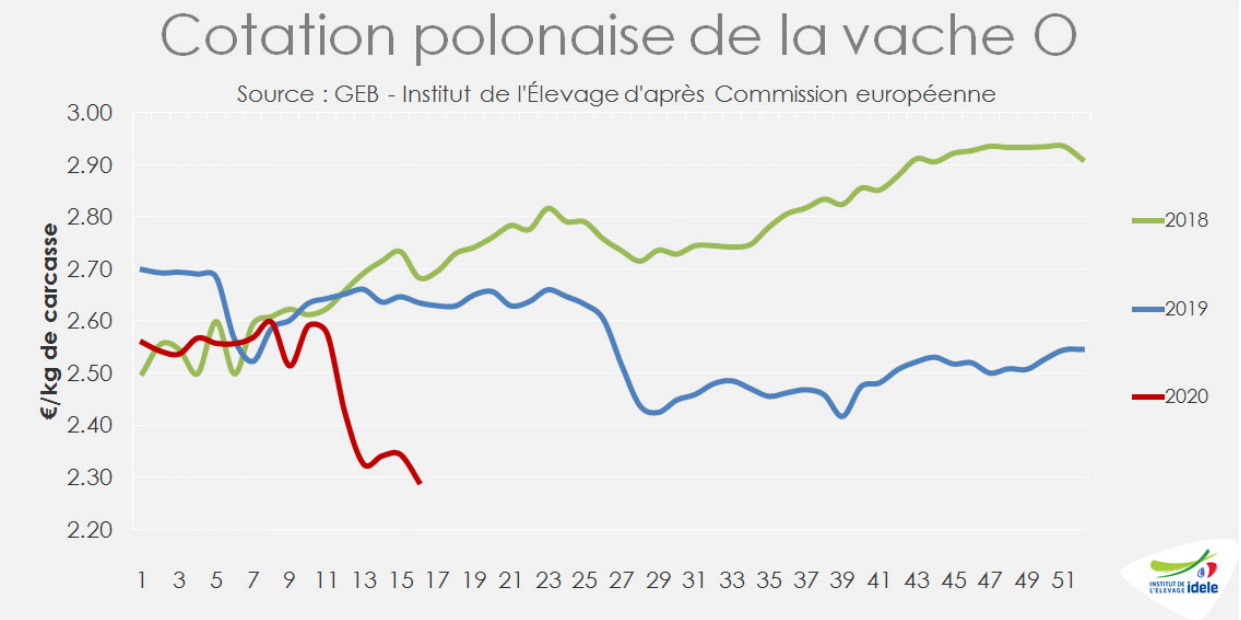
Dans le même temps, la cotation des bœufs R a reculé de près de 5 centimes d'euro pour atteindre 3,74 €/kg éc (-7% /2019 ; -12% /2018) en semaine 16, entraînant dans sa spirale les bœufs irlandais pour lesquels le marché britannique est le principal débouché. Le différentiel est encore malgré tout conséquent : près de -33 centimes en semaine 16, mais c'est le même qu'en semaine 9 avant les premiers signes de perturbation.



POLOGNE : les prix des vaches et des JB perdent encore quelques centimes

Depuis le début du confinement en Europe, les prix polonais se sont effondrés et ils ont encore perdu quelques centimes en semaine 16. La Pologne reste en effet très dépendante de l'exportation vers les autres États membres pour la valorisation de sa viande bovine écoulée principalement en restauration. La cotation du JB O est tombée à 2,64 €/kg de carcasse (-11% /2019 et -21% /2018) et celle de la vache O à 2,29 €/kg (-13% /2019 ; -24% /2018). La cotation de la génisse R, principalement destinée au marché italien, a regagné 3 centimes en semaine 16 mais reste à un très bas niveau, à 2,86 €/kg (-11% /2019 et -14% /2018).



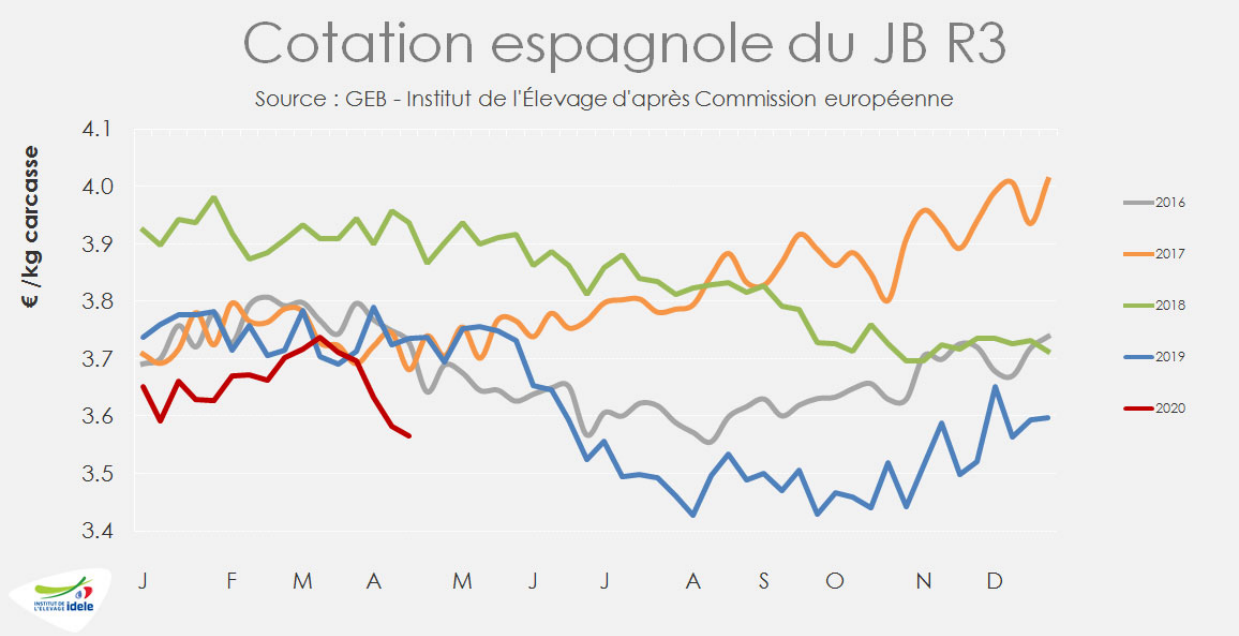


De nombreux abatteurs ont freiné la production en ne travaillant que 2 ou 3 jours dans la semaine. Les abattages restent donc en forte baisse depuis la semaine 11. L'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture polonais affichait une évolution négative : de -8% en semaine 14 par rapport à la semaine précédente, -22% en semaine 15 et encore -15% en semaine 16.

Afin de trouver des débouchés pour les filières polonaises très dépendantes de l'exportation, le Ministère de l'Agriculture tente d'encourager la consommation nationale, à travers un label lancé en septembre 2019 « *Produkt Polski* ». Mais ceci risque de ne pas suffire pour la viande bovine qui est exportée à 85% et dont les Polonais ne raffolent pas, d'autant que la petite hausse de consommation enregistrée ces dernières années se faisait à travers la consommation hors domicile (*fast-food* et *steak house*), actuellement à l'arrêt. Les experts polonais prévoient une restructuration très forte dans les secteurs du bœuf et de la volaille suite au confinement généralisé en Europe. Cette restructuration sera d'autant plus forte que le confinement sera long. Source : www.portalspozywczy.pl (article en polonais)

ESPAGNE : la baisse des prix se poursuit

En Espagne, la baisse des prix a été plus tardive mais elle se poursuit. L'export de bovins finis vers le bassin méditerranéen (Libye et Liban surtout) se maintient alors que le Ramadan a débuté le 23 avril, et l'export de carcasses vers le marché algérien semble reprendre. Mais la consommation domestique espagnole n'est pas suffisante pour contrebalancer la perte des volumes écoulés en restauration, débouché plus important qu'en France en temps normal. En semaine 16, la cotation du JB R3 a encore perdu 2 centimes pour tomber à 3,56 €/kg de carcasse (-5% /2019 ; -9% /2018). Celle du bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) a perdu 6 centimes pour tomber à 3,70 €/kg (-6% /2019 et -7% /2018).



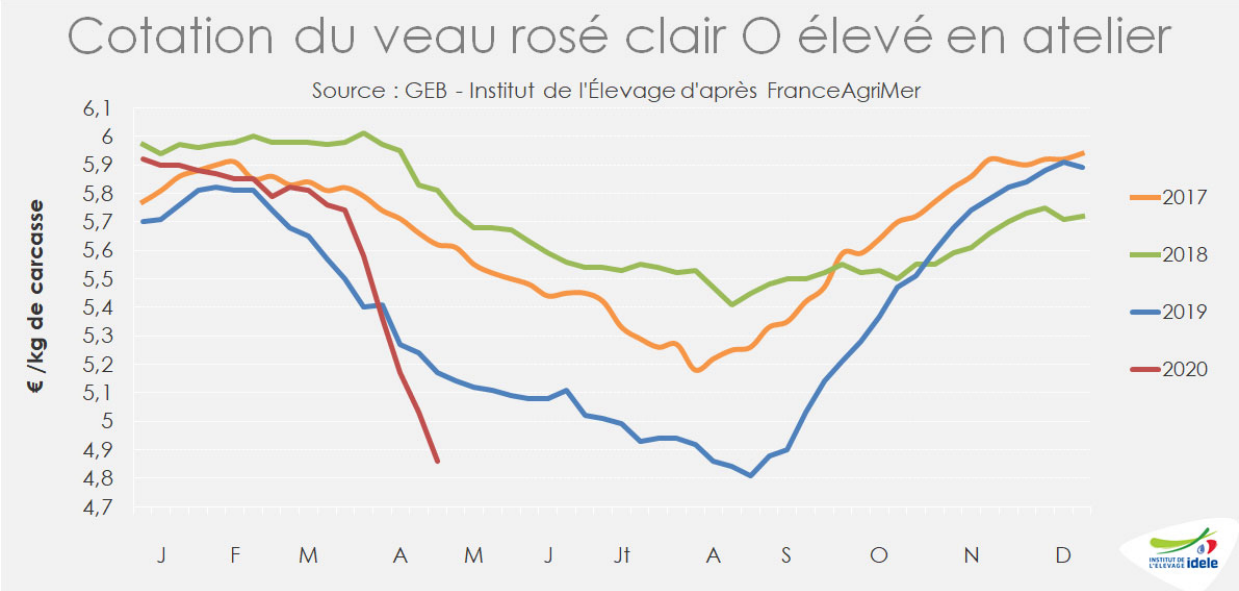
VEAUX : La crise s'accentue

La campagne de communication sur le veau portée par l'Interprofession en semaine 16 et 17 ne semble pas avoir eu l'impact espéré. Les abattages peinent à retrouver des niveaux acceptables si bien les prix des veaux gras ont de nouveau chuté.

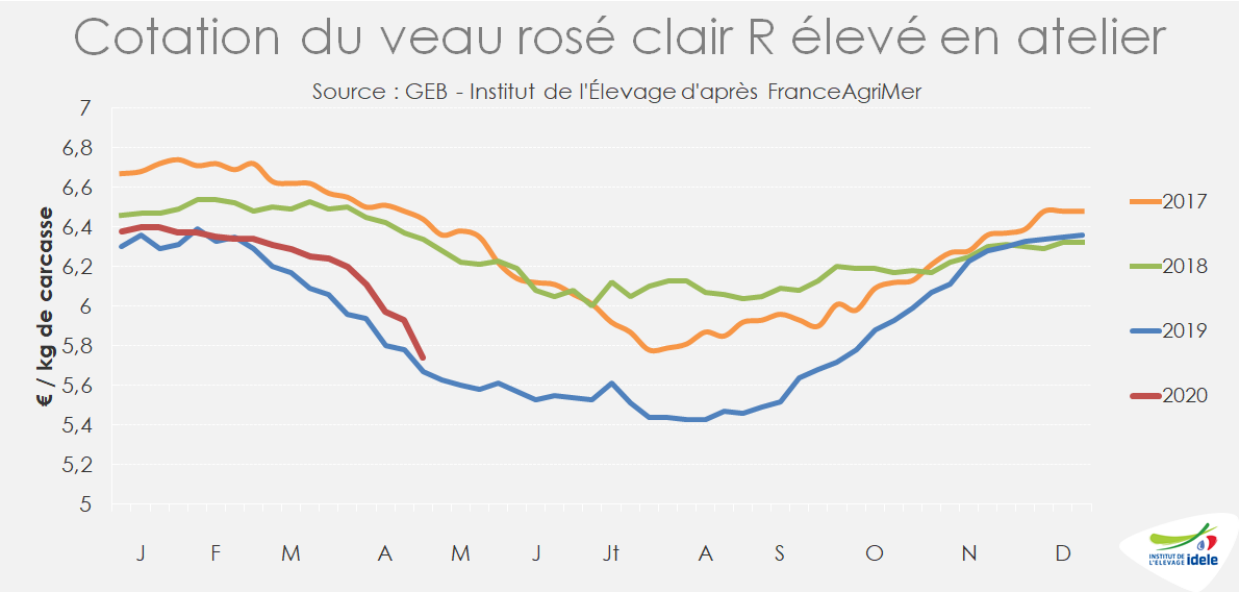
Les difficultés logistiques et l'indisponibilité du personnel restent surmontables pour la filière veau. Mais les commandes sont réduites du fait de la fermeture des débouchés RHD, importants pour le veau, et d'une demande chaotique voire en baisse en grandes surfaces. La présence du veau dans les étals y est limitée par le manque de personnel, et le passage rapide des clients est défavorable au veau, produit dont l'achat est rarement anticipé.

La cotation du veau rosé clair O passe sous les 5 €/kg éc

Les veaux gras moins conformés sont très exposés à la paralysie du marché de la RHD. La cotation du veau rosé clair O a ainsi perdu 17 centimes en semaine 17. A 4,86 €/kg, elle est passée sous la barre des 5 €/ kg de carcasse. De très bas niveaux que la filière n'avaient jusqu'ici connu que sur le mois d'août 2019 . La cotation se situe 31 centimes (-6%) en-deçà de celle déjà très basse de l'an passé à la même période et 95 centimes (-16%) sous son niveau de 2018, année où la chute saisonnière était à peine amorcée.



Sur les conformations supérieures principalement valorisées en GMS et boucherie, la baisse des cours, jusqu'à maintenant moins brutale, s'accélère. En semaine 17, la cotation du veau rosé clair R a reculé de 19 centimes (-3%), sa plus forte baisse depuis le début d'année. A 5,74 €/kg, elle n'est plus que 7 centimes au-dessus de son très bas niveau de l'an passé (+1%) et s'écarte toujours plus de son niveau de 2018 (-60 centimes, soit -10%).



Une filière qui ne bénéficie pas de l'appui européen à ce jour

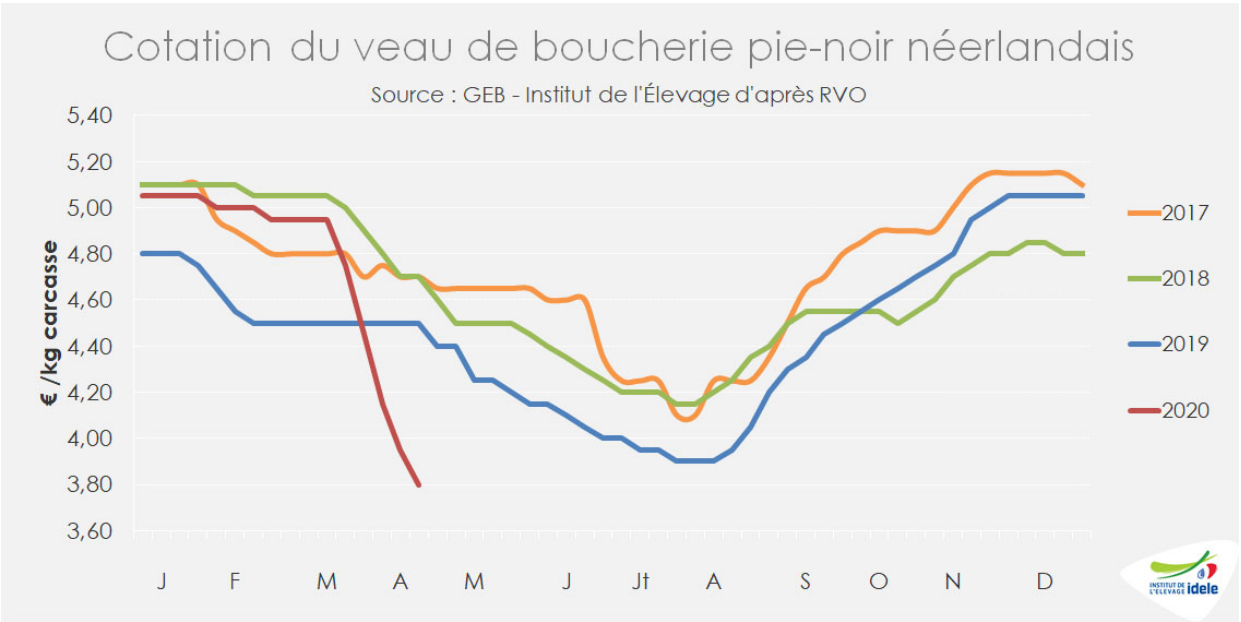
La demande d'ouverture d'aides au stockage privé de viande de veau par les interprofessions françaises, néerlandaises, belges et italiennes du secteur reste actuellement non satisfaite. Les mesures d'aide exceptionnelles activées par la Commission européenne pour appuyer le secteur agricole n'intègrent en effet pas les animaux de moins de 8 mois.
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_722

Le redémarrage des mises en place se fait attendre

Les animaux mis en place aujourd'hui sortiront à l'automne, période de reprise saisonnière de la consommation. De plus, les cours des poudres de lait et de lactosérum demeurent faibles, (voir focus Lait de vache), ce qui réduira les coûts de production du veau pour les mois à venir.
Les intégrateurs annoncent néanmoins toujours un net ralentissement des mises en place. Les sorties ont ralenti limitant le nombre de places libres et la prudence reste de mise pour assurer l'assainissement prochain du marché.

Pays-Bas & Italie : les prix sont très dégradés

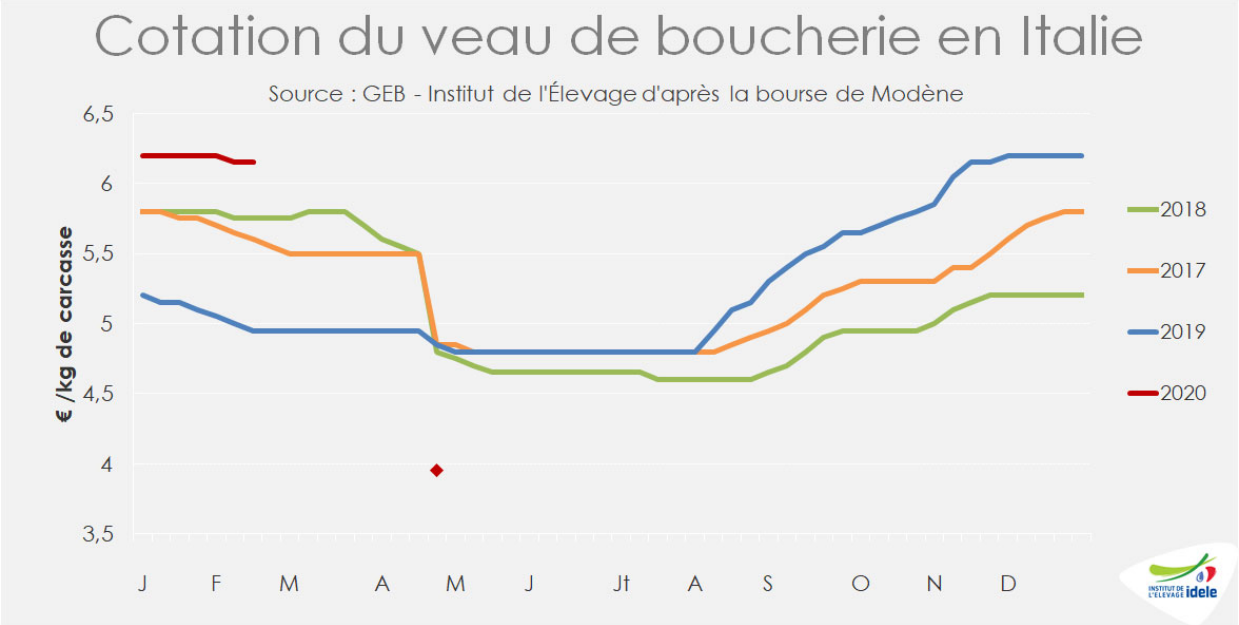
Principalement orientée à l'export (95%), la filière veau néerlandaise est très impactée par la fermeture des débouchés RHD en France, en Italie et en Allemagne. Les prix déjà très dégradés continuent leur chute. En semaine 16, le cours du veau pie-noir néerlandais a cédé 15 centimes. A 3,80 €/kg (-70 cts/2019, soit -16%), il se situe 10 centimes en deçà de son point bas d'août 2019.



D'après les experts néerlandais, faute de débouché ou de solution de stockage, les abattages sont repoussés au maximum et les animaux atteignent 30 à 31 semaines.

Les veaux rosés sont plus durement impactés que les veaux « blancs ». Une part importante de ces animaux est d'ores et déjà écoulée à bas prix sur le marché du JB, du fait du dépassement de la limite d'âge (8 mois).

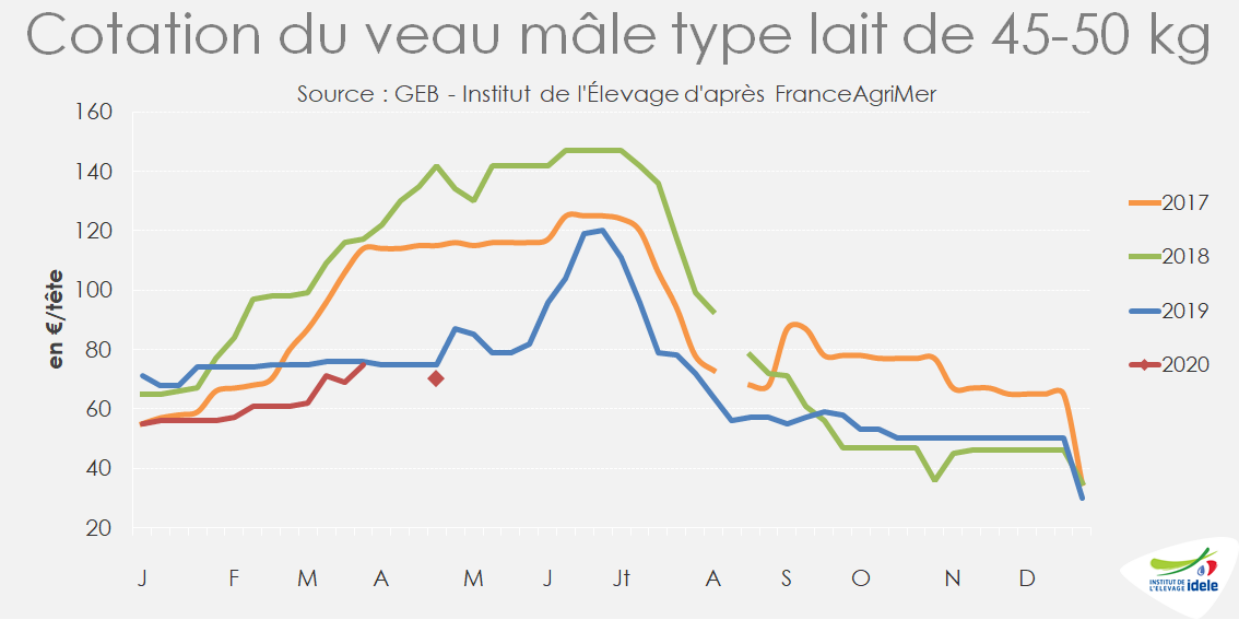
Côté italien, la reprise des cotations à la bourse de Modène en début de cette semaine 17, après 9 semaines de suspension, a fait état d'une cotation en chute libre. A 3,95 €/kg carcasse, elle a cédé 2,20 € soit -36% par rapport à sa dernière cotation en semaine 7 qui était particulièrement élevée. Elle se situe 90 centimes sous son niveau de l'an passé à la même période (-19%).



VEAUX NOURRISSONS : un marché toujours morose

Après 3 semaines sans cotations faute d'effectifs sur les foirails (sem.aines 14 à 16), FranceAgriMer a de nouveau publié des chiffres pour la semaine 17. Sans surprise, les cours restent au plancher, le veau mâle type lait de 45-50 kg cotait 70 €, soit 5 € de moins que son bas niveau de l'an passé. Globalement, les difficultés logistiques et l'absentéisme semblent surmontés par les opérateurs. En dehors des gestes barrières, la situation sanitaire ne génère pas de contraintes réglementaires pour le transport des veaux nourrissons en France et vers l'Espagne ou l'Italie.

La demande en veaux est particulièrement faible du fait de mises en place très limitées par les intégrateurs et du marché du bœuf en crise en Espagne. Alors que les naissances devraient repartir à la hausse dans quelques semaines, la situation pourrait se tendre davantage.



Lait de vache

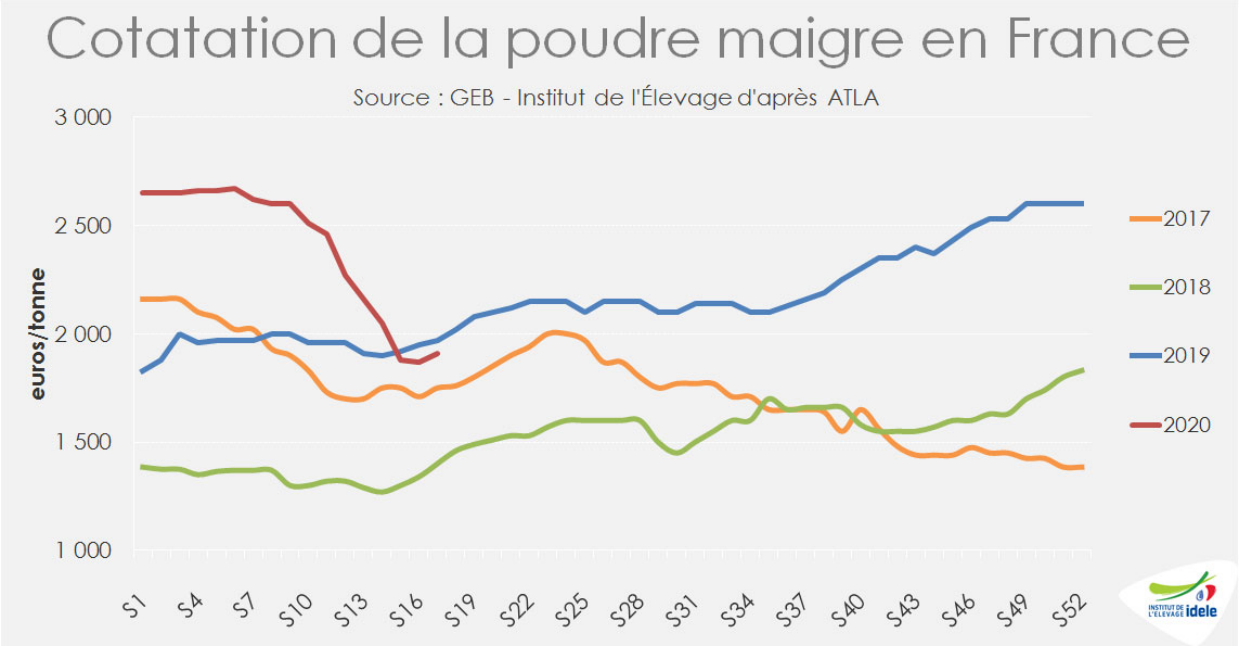
Le Covid-19 amorce une nouvelle crise laitière

Après s'être fortement dégradés les indicateurs de marché passent à l'orange. Toutefois, l'accalmie parait de courte durée. La production européenne restera dynamique ce printemps et bien supérieure à la demande. Les filières laitières demeurent confrontées à d'importants bouleversements des débouchés sur le marché communautaire et au ralentissement de la demande sur les pays tiers, même si les expéditions reprennent vers la Chine.

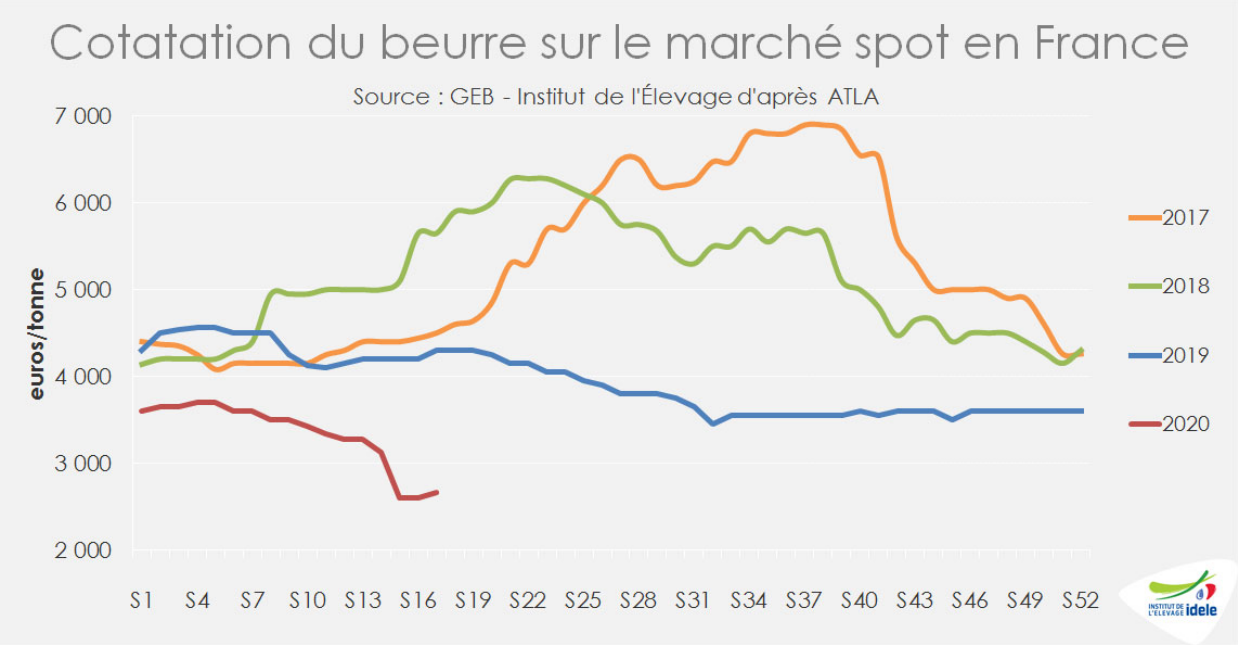
Face à l'excès de ressource laitière, les fabrications de produits de report (poudre maigre et beurre) sont relancées. La Commission européenne a réactivé l'aide au stockage privé pour encourager les laiteries à stocker et ainsi limiter l'effondrement des cours. Toutefois, les volumes en jeu sont limités. En dehors de la France et de l'Italie, peu de transformateurs laitiers incitent leurs livreurs à la modération. Sans dispositif communautaire fort d'incitation à la réduction volontaire des livraisons, l'UE s'achemine vers une crise laitière qui pourrait être bien plus longue et profonde que les deux précédentes. (Rédigé le 30 avril)

Chute des cours stoppée… momentanément ?

Après 6 semaines de baisse, la cotation ATLA de la poudre maigre a rebondi en semaine 17 (se terminant le 24 avril), avec un hausse de 40 € d'une semaine sur l'autre à 1 910 €/t (-3% /2019). Il en est de même pour le beurre sur le marché spot dont la cotation progresse de 60 € à 2 660 €/t (-38% /2019). On peut cependant craindre que cette pause ne dure pas dans le temps, compte tenu des situations économiques dégradées de nombreux pays importateurs de produits laitiers dans le monde.



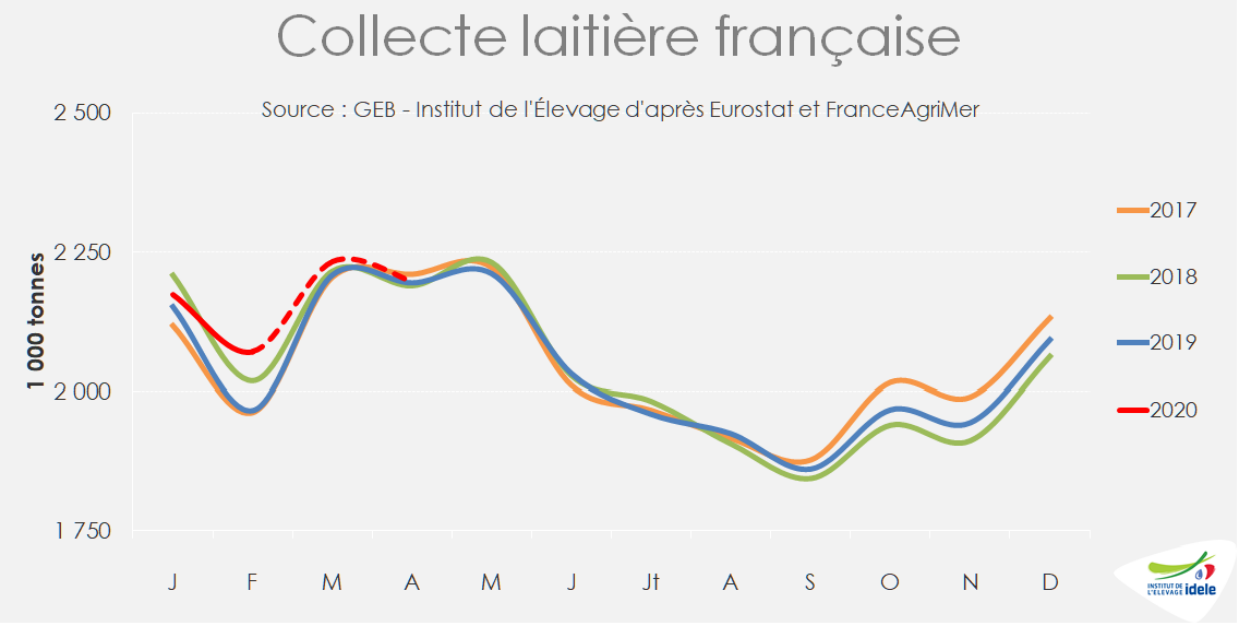
Aux États-Unis, le cours du cheddar a également mis fin à sa chute vertigineuse entamée fin mars. Il a regagné 6% en une semaine à 2 190 €/t, après avoir perdu 45% en 4 semaines. Les cours de la poudre maigre et du beurre ont cependant poursuivi leur recul.



En Nouvelle-Zélande, les enchères de Fonterra demeurent très volatiles. Après une hausse du prix du beurre et des poudres grasses le 7 avril, les résultats du 21 avril se sont conclus sur un recul des prix de tous les produits, sauf celui du cheddar qui poursuit sa hausse entamée début mars.

Collecte en France : croissance stoppée en avril

En **France**, la collecte a poursuivi sa hausse saisonnière en avril. Cependant elle ne progresse plus d'une année sur l'autre d'après les sondages FranceAgriMer sur les trois premières semaines. Au 1er trimestre elle avait progressé de +1,2% /2019 (effet année bissextile neutralisé). La bonne qualité des fourrages et le bon prix du lait ont stimulé la production, malgré un cheptel laitier réduit d'un hiver à l'autre (-1,6% /2019).

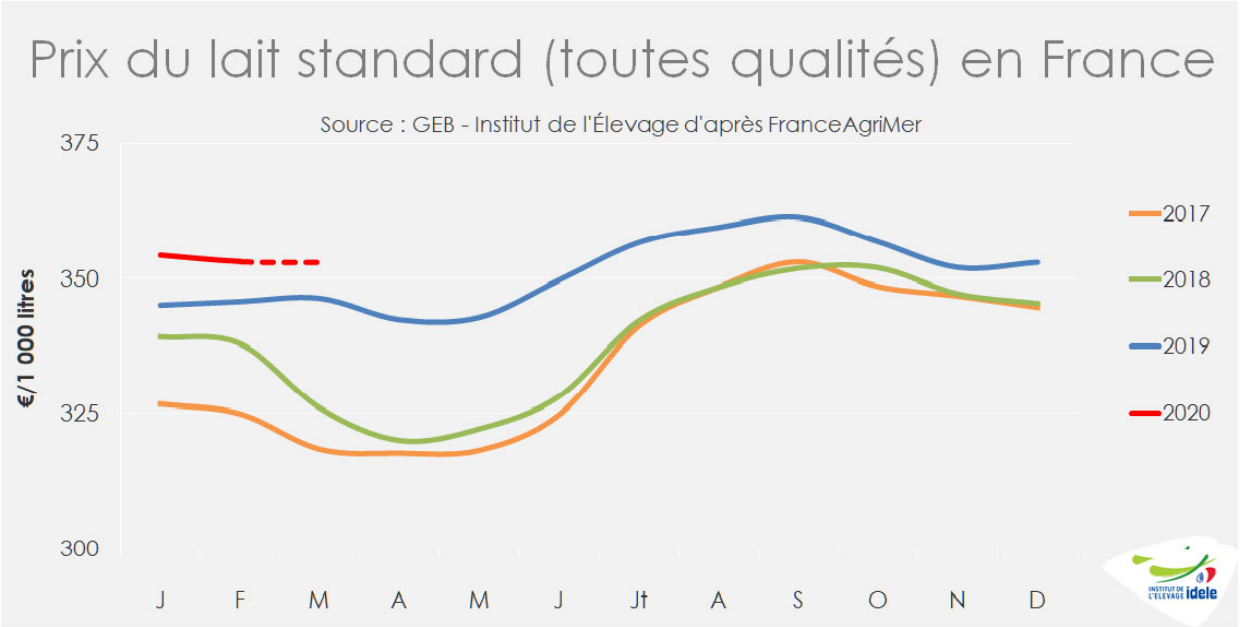


L'arrêt de la croissance en avril tient surtout à des raisons météorologiques. Les précipitations réduites depuis le confinement et les nuits fraîches début avril ont visiblement ralenti la production herbagère dans de nombreuses régions. Elles ont en revanche permis aux éleveurs de réaliser les ensilages d'herbe dans de bonnes conditions, même si les rendements ont été décevants dans les régions de l'Est (Lorraine, Bourgogne) et du Sud-Est, confrontées depuis janvier à des déficits hydriques importants.

Dans ces régions, le retour des pluies et de températures plus douces fin avril devraient relancer la pousse d'herbe, et ainsi stimuler la production au moins jusqu'au pic de lactation. Dans les bassins de l'Ouest, elle devrait se maintenir voire progresser à la faveur de bonnes conditions climatiques. Dans les montagnes de l'Est et du Massif Central, elle pourrait baisser, plus ou moins fortement selon la pluviométrie, suite aux décisions drastiques de réduction des fabrications fromagères prises par les Organismes de défense et de gestion (ODG) des AOP fromagères.

Baisse prononcée du prix du lait à la production

Après avoir été relativement stable et plutôt élevé au 1er trimestre (353 €/1 000 l), le prix du lait standard (moyenne nationale toutes qualités confondues) s'infléchira au printemps pour retomber à mi-chemin entre le médiocre niveau de 2018 et le bon niveau de 2019. Plusieurs groupes laitiers ont décidé de baisser le prix du lait de printemps pour inciter leurs livreurs à la modération dans leurs livraisons printanières. Par exemple Eurial, Savencia, Sodiaal et Terra Lacta appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. En revanche Lactalis maintient pour l'instant le prix de base inchangé.



Les éleveurs qui jouent le jeu de la modération pourront bénéficier du fonds d'indemnisation mis en place par le Cniel. Doté de 10 millions d'euros, il indemnisera les réductions de livraisons mensuelles d'avril (de -2 à -5% /2019) à un prix de 320 €/1 000 l. L'Interprofession laitière est autorisée à mettre en place un tel dispositif. Car face à la dégradation rapide des marchés des produits laitiers, la Commission européenne propose l'activation de l'article 222 de l'OCM qui autorise exceptionnellement en cas de crise grave, les OP et les Interprofessions à déroger à certaines règles de concurrence afin de prendre des mesures d'auto-organisation du marché (stabilisation).

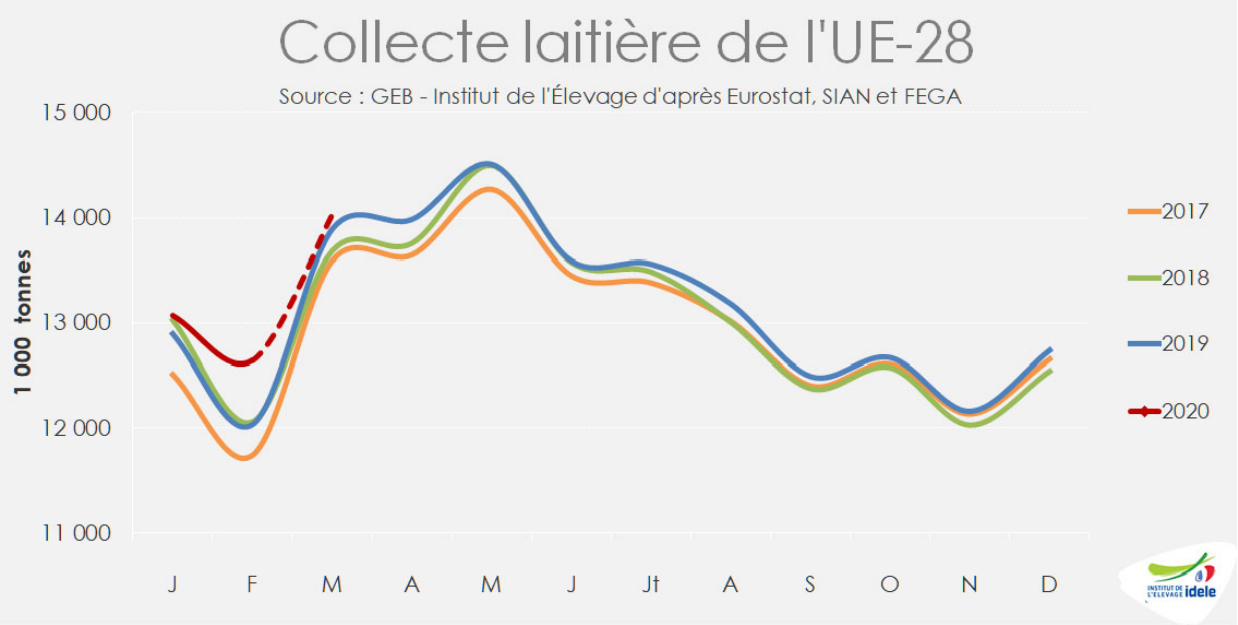
En revanche, la Commission européenne n'a pas proposé l'activation de l'article 219 qui permet la mise en place d'un dispositif européen d'incitation à la réduction volontaire des livraisons par les éleveurs, financé par le budget européen, comme en 2016faute de demande forte des États membres.

.La Commission européenne a aussi proposé au Conseil des ministres de l'Agriculture d'activer le dispositif d'aide au stockage privé de beurre, de poudre maigre et de fromages qui sera ouvert jusqu'au 30 juin prochain. L'aide au stockage privé comprend une partie fixe complétée d'une partie variable par jour de stockage : 9,83 €/t de beurre plus 0,43 €/t/jour de stockage contractuel (90 à 180 jours) ; 5,11 €/t de poudre maigre plus 0,13 €/t/jour contractuel (90 à 180 jours) ; 15,57 €/t de fromages plus 0,40 €/t/ jour contractuel (60 à 180 jours), La Commission européenne a débloqué 30 millions euros dont 6 M€ pour 90 000 t de poudre maigre, 14 M€ pour 140 000 t de beurre et10 M€ pour 100 000 t de fromages dont le volume est pré-ventilé entre pays (21 726 t pour l'Allemagne, 18 394 t pour la France, 12 654 t pour l'Italie…).

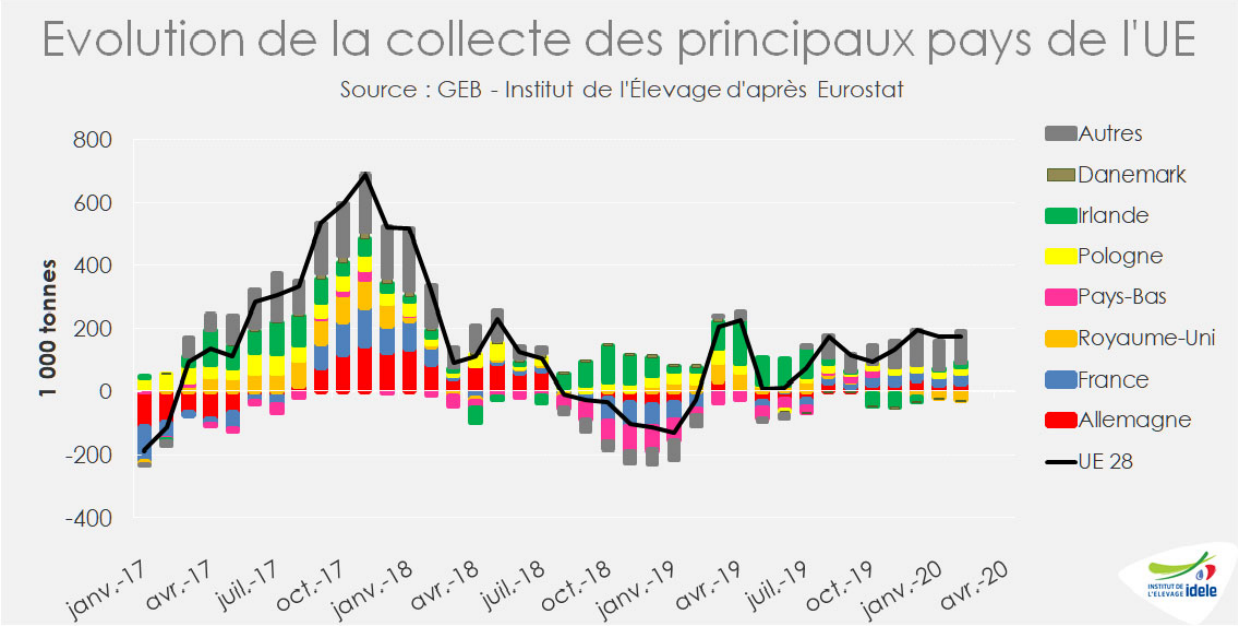
Les budgets et les volumes en jeu sont relativement faibles. Ils pourront soulager les trésoreries des laiteries qui vont devoir fabriquer davantage de beurre/poudre maigre pour faire face d'un côté à la hausse attendue de la collecte européenne et de l'autre au ralentissement la demande. Les volumes beurre et de poudre maigre aidés représenteront au plus 20% des fabrications de ces deux ingrédients au sein de l'UE.

Collecte européenne trop dynamique

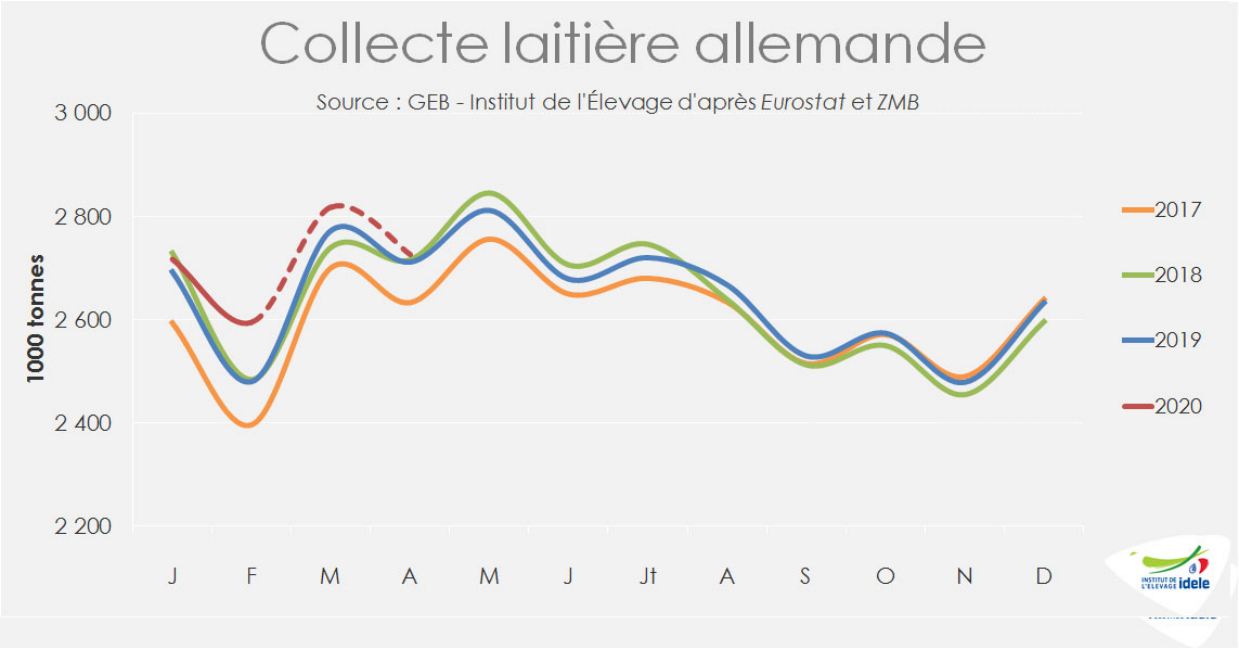
Au 1er trimestre la collecte de l'UE-27+UK a progressé vigoureusement, de +1,4% /2019 d'après nos estimations après neutralisation de l'effet année bissextile. Cette croissance repose sur une évolution positive dans les ¾ pays membres.



Au 2nd trimestre, la production européenne continuera de progresser à un rythme plus modéré, aux alentours de +1% d'une année sur l'autre, auquel cas les volumes supplémentaires accentueront le déséquilibre entre l'offre et la demande amorcé depuis le confinement.



En **Allemagne**, après une hausse de +1,2% au 1er trimestre 2020, les livraisons de lait connaissent un ralentissement depuis la fin du mois de mars. Alors que la hausse se chiffrait à +2% /2019 sur les 3 premières semaines du mois de mars, elle n'est plus que de 0,4% sur les 3 semaines suivantes. Non seulement, l'impact des mesures visant à limiter la propagation du Coronavirus impacte la production, mais le pays connait en outre des conditions météorologiques très sèches et même un début de sécheresse dans certains Länder.

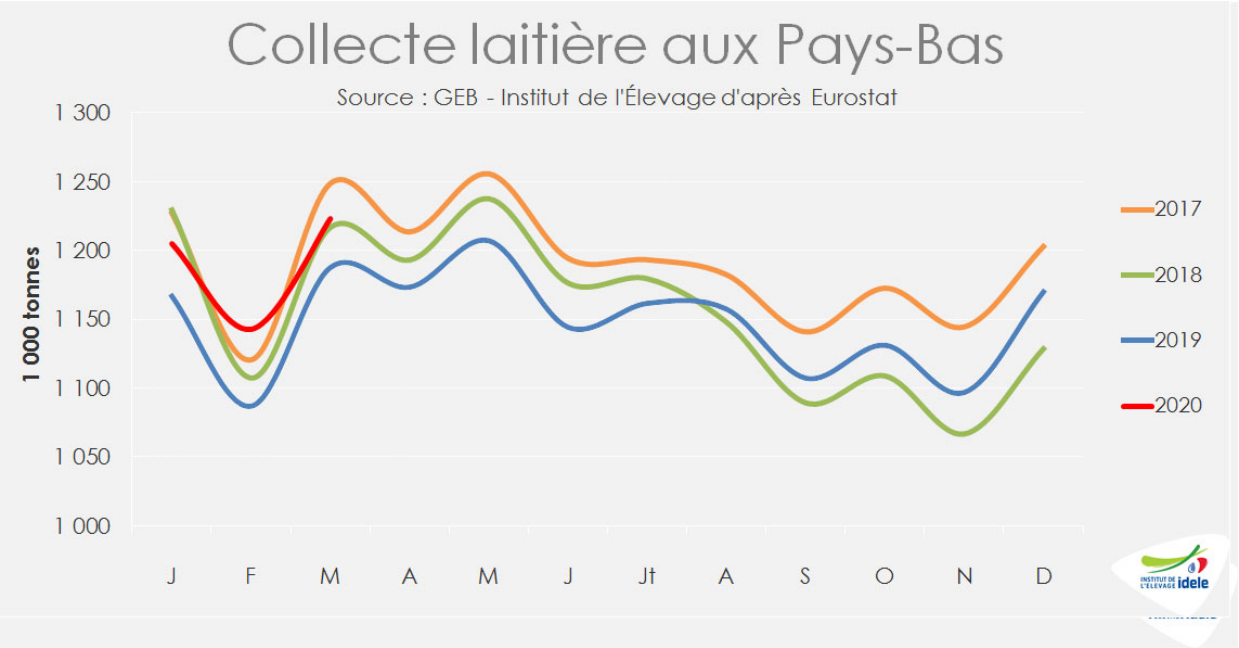


Stable au 1er trimestre, le prix du lait à la production devrait fléchir plus rapidement qu'en France au 2nd trimestre. Il s'établissait à 315 €/1 000 l pour le lait conventionnel ramené à 38 g/l de MG et 32 g/l de MP. Certaines petites laiteries et fromages confrontées, comme en France à la fermeture de la RHD, incitent leurs livreurs à lever le pied. Cependant l'impact s'annonce limité tant que les coopératives du Nord n'envoient pas de message de modération.

La collecte est en revanche stable au **Danemark** où Arla privilégie désormais la création de la valeur à la croissance des volumes, même si la coopérative ne limite pas formellement ses sociétaires. Elle a cependant annoncé une baisse du prix de 10 € pour le mois de mai, à 340€/1 000 l.

Au **Royaume-Uni**, la collecte laitière, déjà orientée à la baisse au 1er trimestre, a sensiblement fléchi en avril, de -2,5% /2019 sur les trois premières semaines d'après AHDB, notamment pour cause de non collecte. Des éleveurs ont en effet dû jeter du lait à la fosse faute de débouché. Près de 1 million de litres auraient ainsi détruits. De plus AHDB estime qu'un autre million de litres a été collecté et détruit après écrémage, faute de pouvoir être séché et transformé en poudre maigre. Alors que la demande de certaines entreprises laitières aux éleveurs de réduire leur production se poursuit, la filière a demandé au gouvernement de mettre en œuvre un programme national volontaire de réduction de la production, entièrement financé et géré par l'État. La crise laitière s'aggrave de semaine en semaine. Le nombre d'éleveurs en difficulté financière progresse tandis que les gros transformateurs revoient leurs prix. Müller a ainsi déclaré fin avril son intention de revenir sur la hausse prévue de 1 pence/litre pour le mois de mai et Arla a indiqué procéder à une baisse de son prix payé aux éleveurs de 0,9 pence/litre (1 cent/litre) en mai.

Aux **Pays-Bas**, la production laitière est redevenue dynamique (+3% /2019 au 1er trimestre) grâce à un cheptel stabilisé et un prix bien orienté cet hiver. Elle ne devrait pas mollir ce printemps, même si FrieslandCampina a réduit le prix du lait garanti de 36 € (4,42% de matière grasse et 3,57% de protéines) dans le sillage de la baisse des cours du beurre, des protéines et du lactosérum. Ramené à 330 €/t en mai, il est désormais 23 € sous son niveau de l'an dernier à pareille époque et affiche son plus bas niveau depuis 2016. La coopérative ne demande pas à ses sociétaires de lever le pied. En revanche elle met en avant ses dons en produits laitiers aux banques alimentaires et incite ses sociétaires à en faire autant en faveur des ménages les plus démunis. A l'inverse, la coopérative Eko Holland, qui collecte et transforme du lait biologique essentiellement destiné au marché intérieur, a demandé à ses 180 éleveurs de réduire leur livraisons de 10 à 20% pour éviter une baisse des prix.



En **Irlande**, la nouvelle campagne laitière démarre fort avec un cheptel étoffé et un prix du lait stimulant au 1er trimestre (à 330 €/1 000 l le prix de base) malgré les baisses de 2cts/l du prix en mars par les principaux transformateurs Glanbia, Kerrygold et Lakelands. Après une croissance de +3% /2019 au 1er trimestre, la collecte devrait atteindre un nouveau sommet au pic de lactation (mai et juin) d'autant plus si les conditions climatiques sont propices à la production herbagère. Les transformateurs redoutent de ne pouvoir absorber l'afflux de lait au pic faute de personnel et de capacité de transformation suffisante.

De même en **Pologne**, la météo, avant même le prix du lait, est le principal facteur qui altère le dynamisme de la production laitière qui a poursuivi sa croissance cet hiver (+2,2% /2019) aidée par bon un prix du lait (323 €/t). Celui-ci devrait fortement fléchir ce printemps dans le sillage des cours des commodités laitières. Le gouvernement polonais a notamment publié la liste de 12 entreprises qui importent du lait de République Tchèque, d'Allemagne, de Slovaquie et de Lituanie, précisant que ces achats «limitent les ventes des agriculteurs polonais » et a appelé au patriotisme économique.

En **Italie**, la situation reste particulièrement tendue avec des prix à la production en net repli. En mars, le prix moyen en Lombardie a perdu 10 € par rapport à février, à 375 €/1 000 l. Il se situe ainsi 30 € sous son niveau de l'an passé (-7%). Depuis l'automne, les filières fromagères AOP étaient déjà mises sous pression avec de moindres débouchés à l'export. Elles sont aujourd'hui plus impactées encore. A 8,21 €/kg sur avril, le prix du Parmiggiano-Reggiano 12 mois à Milan est ainsi retombé à des bas niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis juillet 2016. Il a cédé 1 € depuis janvier (-11%).
En plus de l'aide au stockage privé dont va bénéficier la filière transalpine, de nombreuses régions ont d'ores et déjà pris des dispositions spécifiques pour soutenir la filière, à l'image de la Lombardie qui soutient une campagne de communication sur les fromages AOP (« Je mange lombard ») à hauteur de 3 M€.

Demande croissante des ménages

En France comme dans tous les pays confinés, les achats des ménages de produits alimentaires, dont les produits laitiers, ont bondi en mars et avril. Selon IRi-Cniel, la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, proximité et e-commerce) a accru de 40% ses ventes de beurre et de crème, de 35% celles de laits conditionnés, de 18 à 20% celles d'ultra-frais et de près de 30% celles de fromages vendus au rayon libre-service sur les semaines S11 à S15. Les achats totaux de fromages par les ménages ont moins progressé du fait de la chute des ventes de fromages, surtout AOP, dans les rayons traditionnels et sur les marchés. La hausse des achats des ménages en produits laitiers a visiblement plus que compensé en volume la chute de consommation en RHD.

En Europe, les reports de consommation sont du même ordre. Toujours selon IRi, les achats de produits laitiers par les ménages auraient progressé d'une année sur l'autre de 32% en Italie, de 26% en Allemagne, 19% aux Pays-Bas, 16% en Espagne sur dix semaines (début février à pâques). Ces reports de consommation ne semblent pas compenser totalement la perte de débouchés des transformateurs dans la RHD.

Dans le même temps, le commerce extérieur, intra-communautaire comme extra-communautaire, est fortement ralenti. Mais faute de données douanières sur mars et avril, nous ne pouvons pas encore en évaluer précisément l'ampleur. Ce sont d'abord des problèmes logistiques (contrôles sanitaires aux frontières, pénurie de chauffeurs) qui ont ralenti et entravé les échanges. Ensuite le ralentissement de la demande internationale et la logique des renationalisations des approvisionnements au sein de l'UE ont freiné l'activité commerciale.

Tassement des exportations françaises début 2020

Sur janvier et février 2020, le commerce extérieur de la France en produits laitiers a plutôt marqué le pas. D'un côté les exportations ont reculé de -2% /2019 à 1,58 milliard d'euros, et de l'autre les importations ont fléchi de -5% à 861 millions €. Soit un excédent en hausse de +2% à 716 millions d'euros.

L'excédent commercial en fromages s'est dégradé de -13% /2019 en valeur, sous l'effet d'exportations qui ont marqué le pas (-2% en valeur comme en valeur) en raison d'une chute des ventes sur pays tiers (-15% en volume) etd' importations ont bondi surtout en provenance d'Allemagne (+15%), notre deuxième fournisseur, suivi des Pays-Bas. (+4% toujours 1er fournisseur en volume) et de l'Italie (+5%, 3ème fournisseur en volume mais premier en valeur).

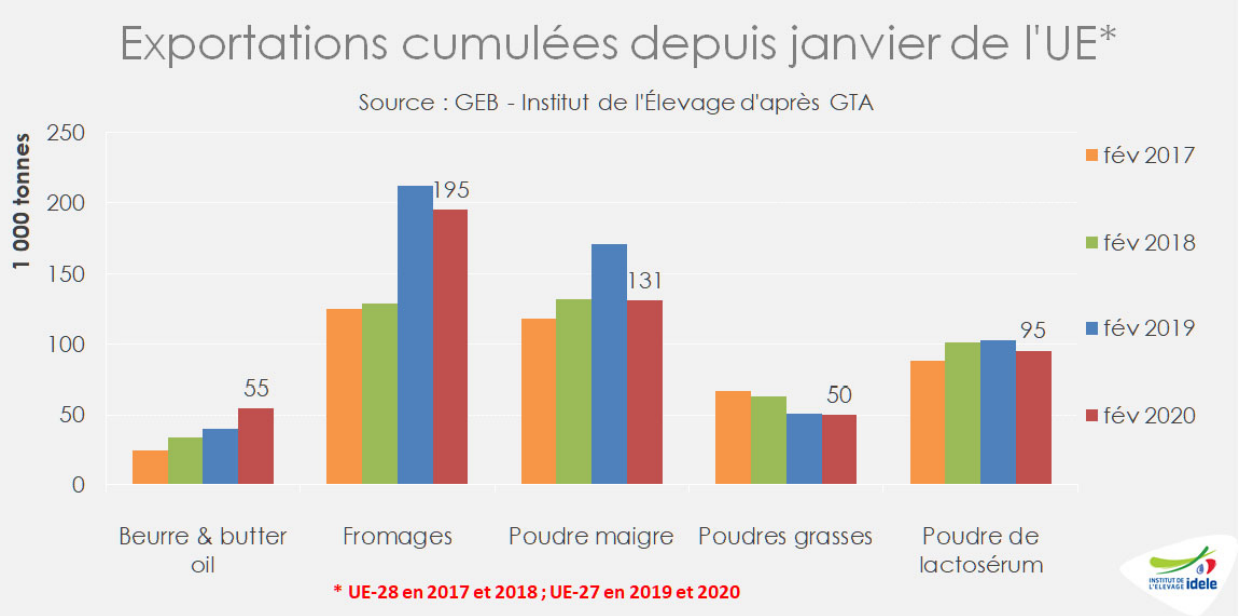
Le déficit commercial en matière grasse laitière s'est en revanche réduit de près de moitié du fait d'un ralentissement plus rapide des importations (-31% en valeur) que des importations (-14%).

L'excédent commercial en ingrédients secs a progressé de +21% à +182 millions € surtout à la faveur du redressement des cours, tandis que les volumes exportées et importés ont baissé, respectivement de -8% et 14%.

Enfin, les exportations de poudre de lactosérum ont fléchi de -10% à 42 000 t essentiellement -27% vers la Chine (-27% à20 600 t), recul qui a été partiellement compensé par la hausse des ventes aux Pays-Bas et à la Belgique (+15% et +28%).

Ralentissement des exportations européennes sur pays tiers début 2020

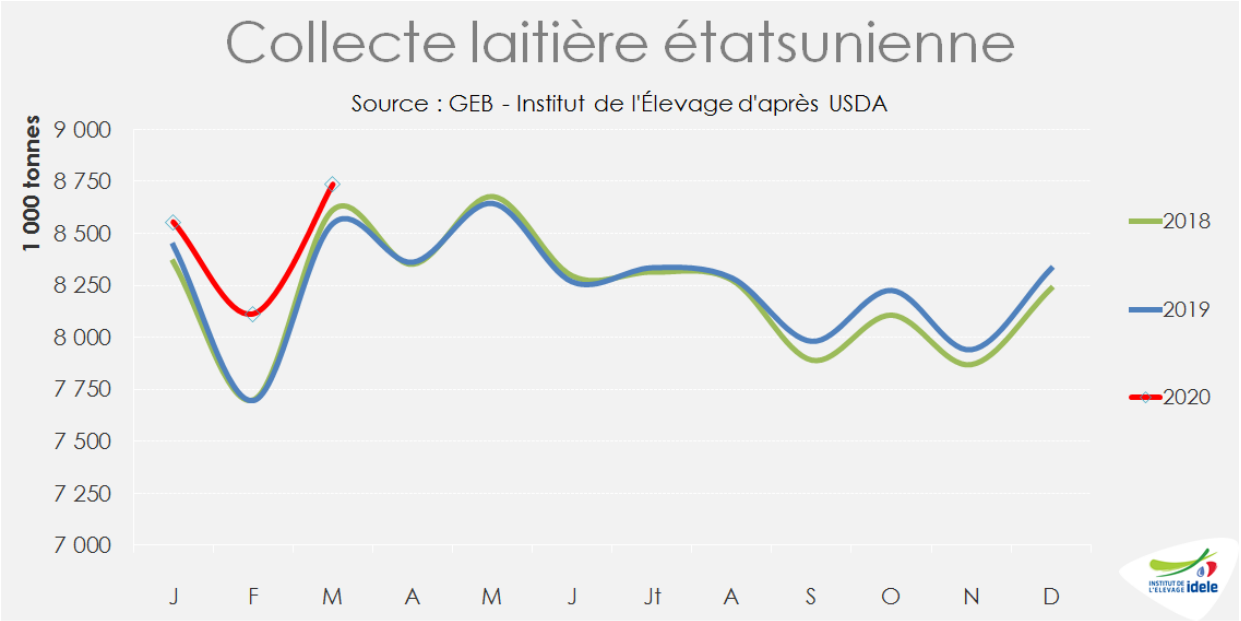
A l'exception du beurre, les exportations de produits laitiers de l'UE 27 ont reculé sur les deux premiers mois de l'année. Portés par la hausse des achats de la péninsule arabique (Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unis) et de l'Asie (Chine, Japon et Corée) qui ont surcompensé le recul de Royaume-Uni et des États-Unis, les envois de beurre ont progressé de 36% /2019.



A l'inverse, les expéditions de poudre maigre ont reculé de 23% par rapport au pic de 2019 qui avait été abondé par les ventes des stocks de poudre communautaires. Mais le repli des exportations touche également les fromages (-8% /2019) qui s'explique par une chute des achats du Royaume-Uni (-40%) et une baisse de ceux du Japon (-9%) que ne sont pas parvenus à compenser les hausses enregistrées vers les États-Unis (+16%), la Corée du Sud (+53%) et l'Ukraine (x2,5). Les exportations de poudre de lactosérum ont également reculé de 7% /2019.

Les États-Unis sortent l'artillerie lourde

Aux **États-Unis**, la production laitière était dynamique avant la crise laitière (+2,2% /2019 sur le troisième mois de l'année et de +2,9% sur le 1er trimestre) et le cheptel était en expansion avec 5 000 têtes de plus d'un mois sur l'autre à 9,38 millions vaches au 1er mars.

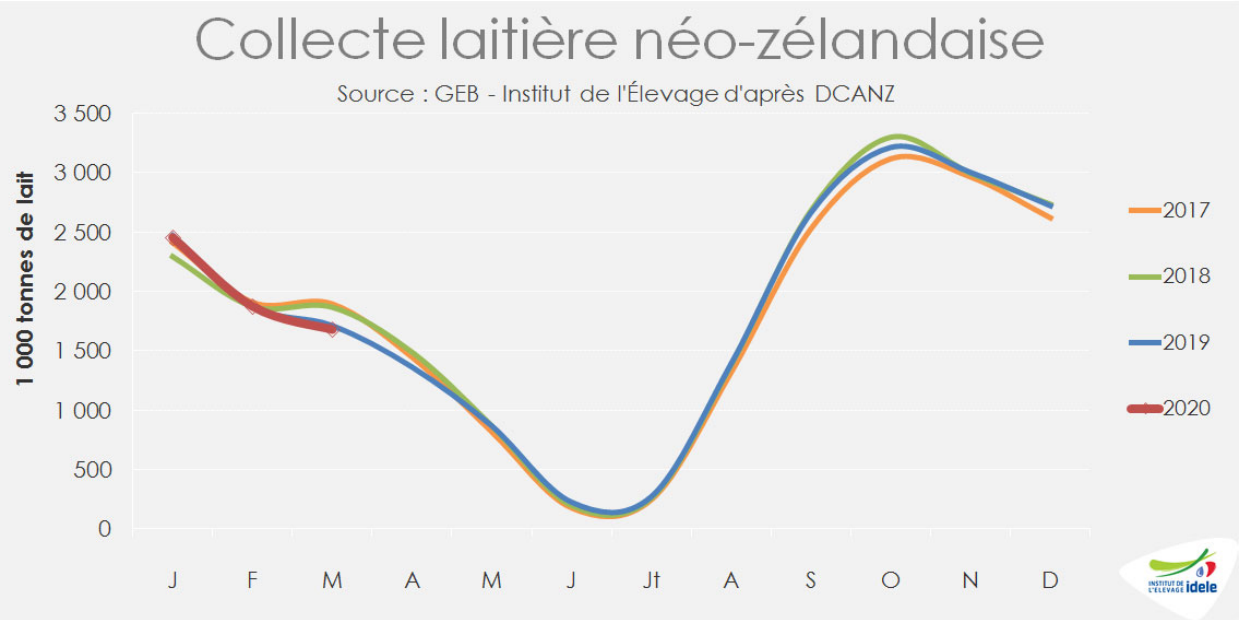


L'USDA a publié mi-avril un plan de soutien au secteur agricole de 19 milliards de dollars. 16 milliards seront versés aux agriculteurs dont 2,9 milliards aux éleveurs laitiers pour compenser les pertes liées aux baisses de prix. Les producteurs laitiers recevront une compensation équivalente à 85% des pertes survenues entre le 1er janvier et le 15 avril 2020, et à 30% après le 15 avril, dans la limite de 125 000 US$ par production et 250 000 US$ par exploitation. Le lait produit et jeté par les éleveurs pourra également bénéficier de cette aide.

En outre, l'USDA s'associera à des distributeurs régionaux et locaux affectés par la fermeture de nombreux restaurants, hôtels et autres entités de restauration, pour acheter 3 milliards de dollars de produits frais, de produits laitiers et de viande.100 millions de dollars de produits laitiers seront ainsi achetés chaque mois. Les distributeurs et les grossistes fourniront ensuite une boîte de produits frais, de produits laitiers et de viande aux banques alimentaires et autres organisations à but non lucratif.

La Nouvelle-Zélande moins exposée à court terme

La **Nouvelle-Zélande** a enregistré un nouveau recul de la production en volume en mars (-1,9%/2019), conséquence de conditions météorologiques très sèches. La production en MSU est cependant demeurée stable. Sur les dix premiers mois de la campagne, la production en volume recule de 0,9% par rapport à la précédente campagne.



Fonterra a maintenu sa prévision de prix à 7,00-7,60 NZ$ par kg de MSU pour la campagne 2019/2020, mais a averti ses éleveurs d'une possible baisse pour la campagne 2020/21. Toutefois, l'inquiétude est pour l'instant contenue. D'une part, les éleveurs néozélandais ont bénéficié de bons revenus ces dernières années, leur permettant de faire face à une relative baisse des cours. D'autre part, la dépréciation du dollar néozélandais face au dollar étatsunien depuis le début de l'année 2020 (-11% entre début janvier et fin avril) accroît la compétitivité des produits de l'archipel sur le marché international. Enfin, Fonterra aurait déjà contractualisé une grande partie des volumes de la campagne à venir.

Viande ovine

Effets du Covid-19 sur la filière viande ovine – situation après Pâques

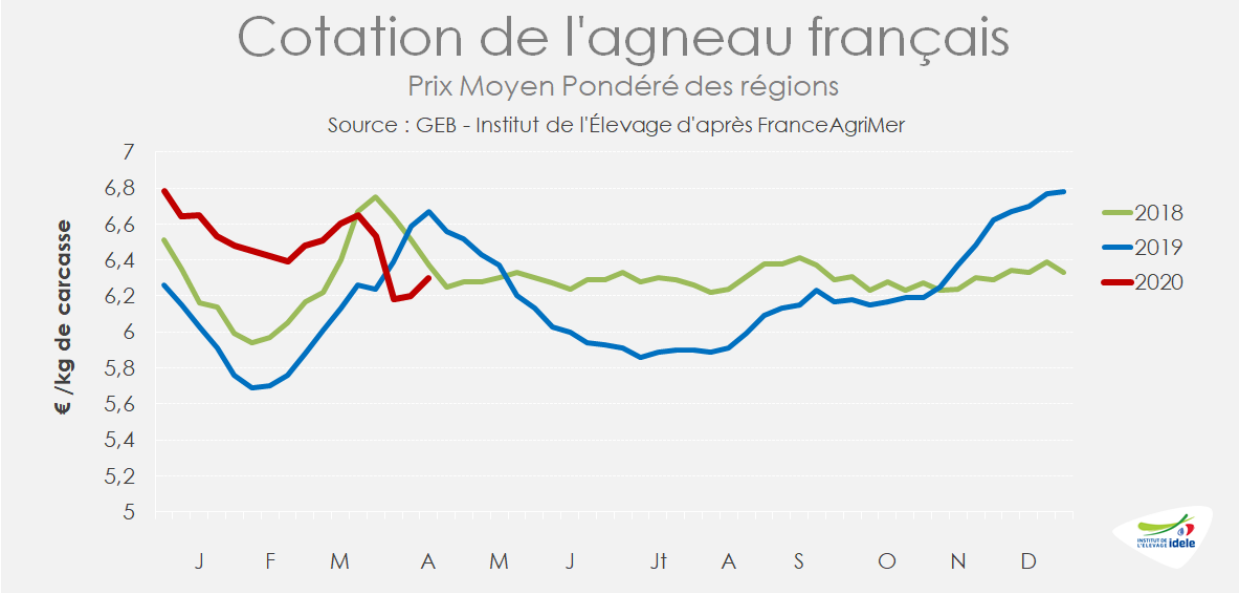
Concernant les producteurs européens, la cotation a chuté quelques semaines avant Pâques, puis s'est redressée via une relance ponctuelle de la consommation qui a permis d'alléger les marchés. En Océanie, le confinement semble poser d'autres soucis : ralentissement de la productivité des abattoirs en Nouvelle-Zélande ou encore nécessité d'une aide de l'état, en Australie, pour continuer d'exporter de la viande ovine par voie aérienne. (rédigé le 23 avril)

La cotation française rebondit après Pâques

La situation au mois de Pâques, en termes de reports d'agneaux, a été finalement moins catastrophique qu'on n'aurait pu le craindre : grâce aux efforts des opérateurs des différents maillons de la filière, le marché français de la viande ovine s'est désengorgé quelques jours seulement avant le fameux dimanche pascal. La plupart des distributeurs ont privilégié l'agneau français, en diminuant temporairement leurs achats de viande importée ou en congelant une partie de l'agneau *chilled* néozélandais. L'Interprofession a développé une communication forte autour de l'agneau français et des opérateurs ont pris des initiatives exceptionnelles, tels que des *drive* géants, pour diversifier les formes de commercialisation de leurs animaux.

Les agneaux surnuméraires semblent avoir trouvé leur débouché, au prix d'une forte baisse de valeur : la cotation française avait en effet perdu 35 centimes entre les semaines 13 et 14. En semaine 15, semaine de Pâques, le cours a regagné à peine 0,02 €/kg, alors même que les ventes étaient annoncées particulièrement dynamiques.

En semaine 16, on observe un nouveau redressement de cette cotation française, qui illustre probablement, avec un peu de retard, le désengorgement du marché français pour Pâques (retournement de situation avec ventes importantes juste après l'établissement du cours national de la semaine 15) : celle-ci a gagné 10 centimes d'une semaine sur l'autre, à 6,30 €/kg. La proximité du Ramadan avec Pâques, qui démarre le 23 avril cette année, peut éventuellement contribuer à cette hausse du cours post-Pâques pour les pays producteurs de l'UE.



D'un point de vue de la production nationale, les abattages des semaines 14 et 15 auraient permis d'absorber les reports de la semaine 13, malgré des effectifs abattus un recul par rapport à la même période de 2019. En semaine 15, les abattages d'agneaux auraient même été supérieurs à ceux de la semaine de Pâques l'an passé, selon les données d'Interbev (Ovinfos), avec un retour la normale en semaine 16 (abattages équivalents à ceux de l'an passé une semaine après Pâques).

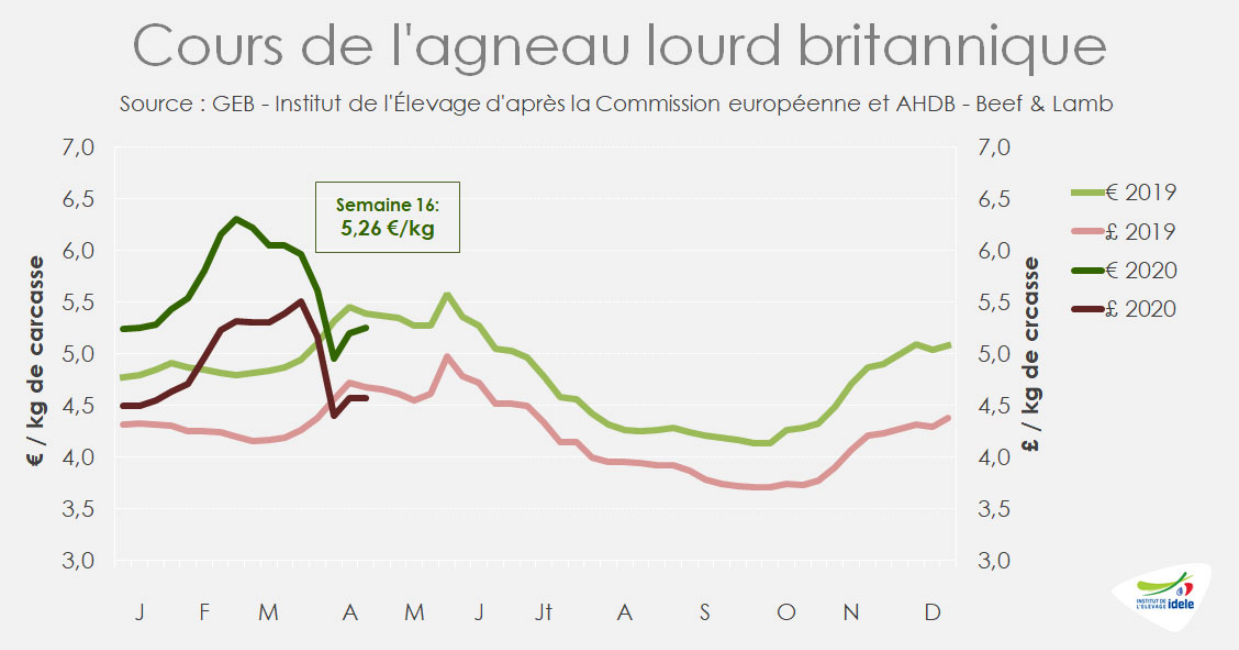
Le nombre d'agneaux français disponibles pour cette période festive aurait été en recul par rapport aux années précédentes, ce qui aurait aussi participé à cet équilibre tardif de l'offre et de la demande pour Pâques (moins bonnes performances sur les luttes du printemps 2019 ? moins de brebis luttées à cette période ? baisse du cheptel ?).

Après ces semaines agitées, les sorties auraient retrouvé un niveau plus modéré en semaine 16, compris entre 70 et 75 000 agneaux/semaine (contre 100 000 pour la semaine 15, de Pâques), selon les estimations de l'Interprofession. Même si le pire a été évité pour Pâques, les opérateurs doivent rester alertes : le Ramadan débute le 23 avril et des sorties importantes d'agneaux en ferme sont prévues de mai à fin juin, avec notamment les premiers agneaux d'herbe et ceux issus du troupeau laitier. Les opérateurs du secteur ovin lait estiment des sorties d'agneaux Lacaune à environ 35 000 agneaux/semaine, soit un surplus de 3 000 à 4 000 agneaux/semaine par rapport à l'an passé (exportations moindres vers l'Italie, entre autres). La viande d'import, dont les prix sont particulièrement bas en ce temps de crise, est aussi à prendre en compte (R-U, Irlande et Espagne, surtout).

En outre, les nouvelles habitudes alimentaires des Français développées pendant le confinement vont perdurer au-delà du 11 mai : la RHD ne reprendrait pas totalement avant mi-juin et, même si la consommation des Français en viande d'agneau s'est fortement relancée deux semaines avant Pâques, tous circuits, celle-ci pourrait avoir chuté de façon significative durant le confinement, selon l'Interprofession…

Royaume-Uni : redressement du cours britannique depuis Pâques

Dans un mouvement quelque peu inhabituel, le prix de l'agneau britannique s'est redressé depuis Pâques : supérieur aux niveaux de l'année précédente, bien que toujours nettement inférieur aux niveaux pré-confinement. .



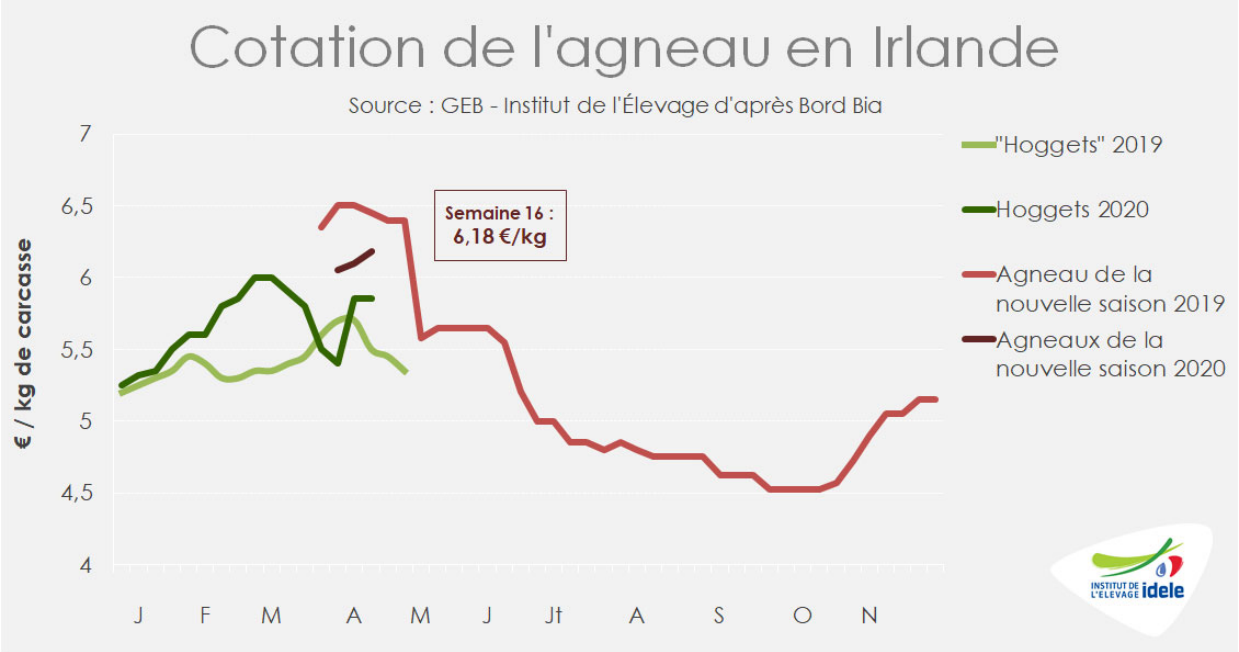
En mars, le nombre d'agneaux abattus au Royaume-Uni a fortement diminué, selon *Defra* : -10% /mars 2019, à 891 000 têtes. Le nombre de réformes a aussi reculé de 5%, à 131 900 têtes. La totalité de la baisse est enregistrée en Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord enregistrant une légère hausse. Ce même mois de mars, le poids de carcasse des brebis comme des agneaux a diminué d'une année sur l'autre : les brebis étaient plus légères de 5 kg en moyenne (cependant le poids moyen était particulièrement élevé en mars 2019). La production de viande ovine britannique a ainsi fortement chuté (-14% /mars 2019). Attention toutefois, les conditions du marché ont radicalement changé le lundi 23 mars avec l'entrée en confinement du Royaume-Uni et la baisse de la demande en France. L'essentiel de la baisse de la production a eu lieu au cours de la dernière semaine de mars.
Selon *AHDB*, les abattages d'ovins étaient légèrement supérieurs en semaine 15 à ceux de la semaine de Pâques 2019, probablement en réponse à une demande haussière. En semaine 16 (se terminant le 19 avril), ils ont en revanche baissé de 20 000 têtes d'une semaine sur l'autre, à 80 000 têtes. Cette réduction illustre le nombre réduit d'enchères organisées après Pâques.

Toujours selon *AHDB*, de nombreux consommateurs font davantage attention à leurs dépenses en raison de leur revenu réduit pendant le confinement et de la récession économique qui va suivre. La demande au détail de coupes coûteuses des viandes les plus chères, dont l'agneau, se reporte sur des produits moins chers et plus rapides à cuisiner pour les enfants comme la viande hachée de bœuf… Si certains pays européens entament un lent et progressif déconfinement, les deux plus grands clients de la viande ovine britannique en restent à un confinement strict (France et Irlande).

Irlande : hausse des cours après Pâques

Après avoir perdu 40 centimes d'euros entre les semaines 12 et 14, le cours des *hoggets* (agneaux de report nés au printemps 2019) a rebondi pendant la semaine de Pâques, de +45 centimes. Il s'est ensuite stabilisé en semaine 16. Comme au Royaume-Uni et en France, la situation est très inhabituelle : la cotation s'est redressée fortement en semaine 15 (semaine de Pâques) et reste depuis à des niveaux élevés, tranchant avec la rechute post-Pâques traditionnelles.

Conjointement, une semaine avant Pâques (semaine 14, se terminant le 5 avril), on cote les premiers agneaux irlandais de la nouvelle saison. En trois semaines, ces agneaux de printemps prennent 13 centimes d'euros le kilo. Le cours de l'agneau de saison reste toutefois bien en-deçà de son niveau de l'an passé.



D'un point de vue de la production irlandaise d'ailleurs, la finition des agneaux de printemps est signalée par l'*Irish Farmer Journal* comme étant plus longue qu'usuellement, ce qui n'est pas surprenant compte-tenu des conditions météorologiques difficiles de ce printemps. Les abattoirs continuent alors de s'approvisionner en *hoggets*, bien qu'ils commencent à se raréfier.

En semaine 15, semaine de Pâques, les abattages ont fortement augmenté par rapport à la semaine précédente, de près de 10 000 têtes, à 50 000 têtes. Toutefois, c'est 7 000 têtes de moins que le pic d'abattages pour Pâques en 2019. Depuis le début de l'année, les abattages irlandais restent plus élevés que la même période en 2019, qui étaient particulièrement faibles, malgré une baisse notable des réformes d'ovins adultes. En semaine 16, le commerce d'ovins continue de gagner du terrain à la suite d'un resserrement de l'offre.

Le 22 avril, la Commission européenne a annoncé la mise en place d'une aide au stockage privé en cas d'engorgement de certains marchés. Le risque de voir les marchés des divers producteurs européens de viande ovine s'encombrer considérablement est donc bien réel. Ces mesures permettraient de retirer temporairement des produits du marché. En détail, il s'agît d'une aide de 20 M€ pour le stockage privé de 36 000 t de viande ovine dans une période de 150 jours maximum. Les pays exportateurs comme l'Irlande ou le Royaume-Uni pourraient être davantage concernés, leurs difficultés pour écouler la viande ovine en ces temps de crise étant double : baisse des achats des ménages et baisse de la demande des pays clients.

Espagne : la demande des pays arables pour le Ramadan est une aubaine en cette période compliquée

Alors que la demande en viande ovine s'effondre en Espagne en raison de la pandémie de coronavirus et de la fermeture consécutive de l'industrie hôtelière, les agriculteurs sont rivés sur le Ramadan et le Festival de l'agneau, qui se déroulent entre avril et juillet. L'export d'ovins vifs donne un peu d'air aux éleveurs espagnols, durant cette période particulièrement compliquée.

Selon le magazine *El Vigia*, les exportations de bétail en partance du port de Carthagène ont augmenté de 35% au premier trimestre 2020. Les principales destinations restent la Libye, le Liban, l'Algérie et depuis cette année la Jordanie et l'Arabie Saoudite (accord pour plus de 100 000 agneaux espagnols/an). Des expéditions massives ont aussi été effectuées vers ces mêmes destinations depuis le port de Tarragone.

Après Pâques, en semaine 16, le marché espagnol est encore très affecté par la fermeture des restaurants, la baisse de la consommation intérieure et la baisse des exportations, notamment celles destinées aux marchés européens. Mais, la demande semble s'améliorer : le marché français, bien que toujours perturbé, aurait augmenté sa demande et les exportations en vif permettent d'écouler un peu d'offre. Les hypermarchés du Sud-Ouest font en effet état d'une forte présence d'agneaux espagnols (en plus des Lacaunes) dans leurs rayons.

Toutefois, les pays du pourtour méditerranéen rencontrent les mêmes difficultés quant à la consommation en période de confinement : la demande lors des festivités du Ramadan pourrait être inférieure à celle des années précédentes…

Nouvelle-Zélande : ralentissement du rythme de production

Selon *Beef and Lamb NZ* et *Meat and Livestock Australia* (MLA), les protocoles sanitaires liés au Covid-19 appliqués par les entreprises néozélandaises auraient réduit de près de moitié les capacités d'abattage, de découpe et de conditionnement de viande ovine (contre 30% pour la viande bovine), ce qui accroît les délais d'attente en ferme des agneaux finis.

Les éleveurs expriment leurs inquiétudes depuis le confinement, notamment concernant les délais d'attente plus longs pour vendre leurs ovins, pouvant aller jusqu'à six semaines dans certains cas. Cela exerce une pression supplémentaire sur les ressources fourragères hivernales.

Selon Jason Grant, président de la fédération des éleveurs du Canterbury, ces délais peuvent s'atténuer car les transformateurs de viande cherchent à augmenter la production au niveau d'alerte 3. Si les usines de transformation trouvent un moyen de travailler à un espacement de 1 m entre chaque salarié, sans les mettre en danger, cela signifierait que plus d'animaux pourraient passer par la chaîne et les abattoirs deviendraient bien plus efficaces. De plus, les usines de transformation de viande offrent un environnement sûr pour travailler en raison des exigences d'ores et déjà strictes en matière de santé et de sécurité.

L'industrie néozélandaise travaille dur pour augmenter la capacité de ses abattoirs, afin de soulager au plus vite les agriculteurs.

Australie : des vols d'urgence pour pallier les vols commerciaux annulés en raison du Covid-19

Selon le *Sidney Morninger Herald*, en semaine 16, des vols d'urgence remplis de viande d'agneau (45 t) ont quitté Melbourne pour Abu Dhabi. D'autres suivront sous l'impulsion du gouvernement fédéral qui financerait à hauteur de 110 millions de dollars de tels « vols d'urgence » pour palier l'arrêt presque total des vols commerciaux. Le ministre du Commerce a déclaré que ces vols étaient les premiers de quelques 200 à partir pour des destinations commerciales clés, dont la Chine.

Selon *MLA*, à l'échelle nationale, l'Australie envoie toujours l'essentiel des exportations de viande rouge sous forme de fret maritime : 94% du bœuf et 80 % de l'agneau en valeur en 2019, mais le fret aérien est essentiel pour desservir certains marchés. L'expansion massive du trafic aérien au cours de la dernière décennie a ouvert d'importantes opportunités d'exportation pour la viande ovine australienne au Moyen-Orient : les consommateurs y ont une affinité culturelle pour ce produit mais ont généralement une forte préférence pour le frais et des exigences strictes en matière de durée de conservation, ce qui pose un défi logistique pour les expéditions de fret maritime, plus lentes.

En 2019, 44 000 téc de viande d'agneau *chilled* ont été exportées par avion vers le Moyen-Orient. En valeur, ces envois se sont élevés à 275 M$, soit 30% des exportations de viande d'agneau *chilled* (toutes directions et tous types de frets) et 10% des exportations totales de viande ovine australienne.

Article rédigé le 22 avril 2020

Lait de chèvre et viande

Le confinement met en grave difficulté les producteurs de chevreaux

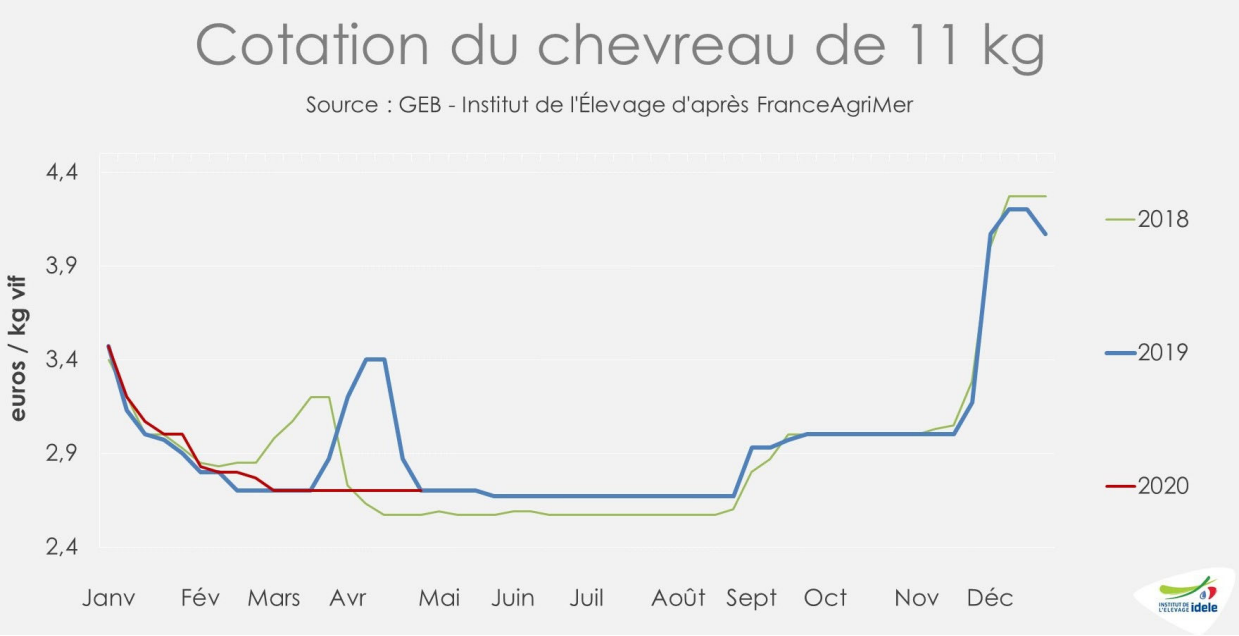
Les mesures de confinement, généralisées en France mais aussi au Portugal et en Italie quelques semaines avant les fêtes pascales, ont provoqué un effondrement des commandes de viande chevreau par les distributeurs. Ceux-ci tablaient sur une réduction des achats par les ménages qui ne pouvaient pas fêter normalement en famille cette fête religieuse. Or cette période concentre en temps normal la moitié des ventes annuelles de chevreaux. (rédigé le 23 avril)

Des débouchés réduits : les cours s'effondrent

Tout début mars, la mise en confinement de l'Italie s'est traduite par la fermeture de la restauration hors-domicile et une tentative de transfert de l'offre de viande caprine vers la grande distribution et les boucheries. L'annulation des commandes explique le ralentissement des flux de viande caprine française vers le marché italien, historiquement la deuxième destination des exportations nationales. Malgré la conjoncture à l'export difficile, les opérateurs français de la filière de viande caprine s'étaient tout de même engagés à poursuivre la collecte et l'abattage des chevreaux engraissés jusqu'à Pâques. A l'inverse de l'abattage des chèvres de réforme a été fortement ralenti.

La mise en place, décalée d'une dizaine de jours, des mêmes mesures de confinement en France et au Portugal (premier débouché à l'export de la viande caprine française) à l'approche de la campagne pascale explique la baisse importante de la demande de viande de chevreau au moment du pic traditionnel de consommation. Le cadre festif collectif dans lequel la viande de chevreau est servie habituellement est désormais interdit, et les problèmes de commercialisation ont été constatés avant même la semaine de Pâques. Ainsi, les principaux abattoirs déclarent une baisse de -50% à -60% des ventes de viande de chevreau en semaine 16.

Avec un prix de 2,70 €/kgéc à Pâques, la baisse est de 20% par rapport à 2019 (3,40 €/kgéc à l'époque).



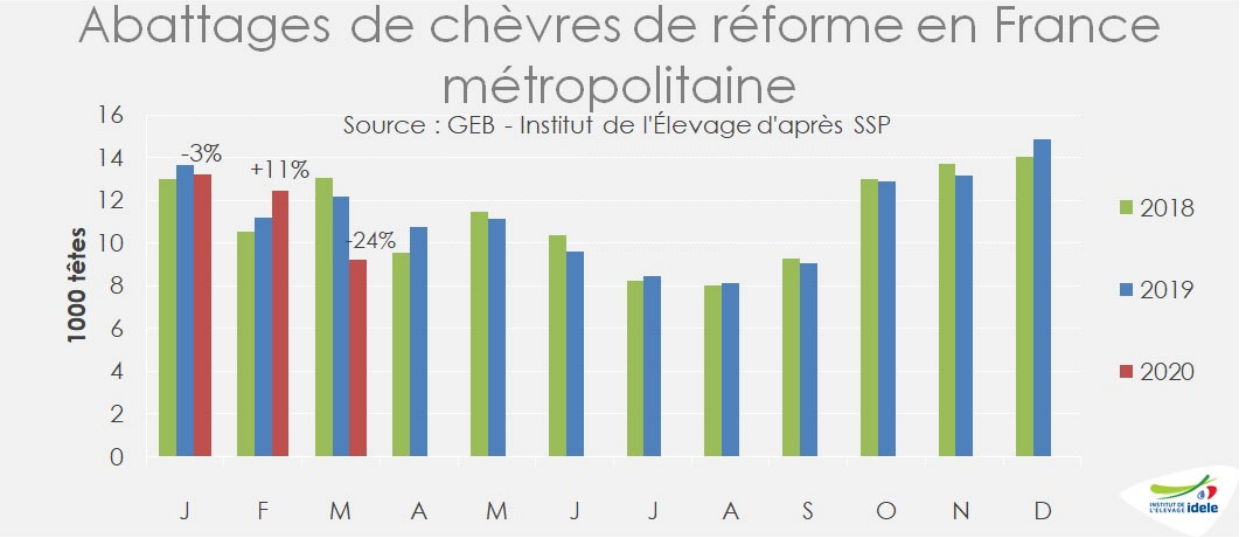
Cette situation met en grave difficulté les ateliers d'engraissement qui ont perçu un prix de vente inférieur de 20% à celui attendu.

Par ailleurs, si la constitution de stocks permet de résorber l'excédent conjoncturel d'offre, leur écoulement pèsera sur les prix bien au-delà de la crise sanitaire, notamment lors des fêtes de la fin 2020, second pic annuel de consommation. Selon la section caprine d'Interbev, environ 700 tonnes de viande de chevreau seront congelées d'ici la fin la campagne pascale (fin mai). Des nouveaux débouchés devront être trouvés et plusieurs pistes restent à explorer (nouveaux marchés à l'export, collectivités territoriales, industrie agro-alimentaire, etc).

Les abattages plongent en mars, mais le ramassage des chèvres de réforme reprend progressivement

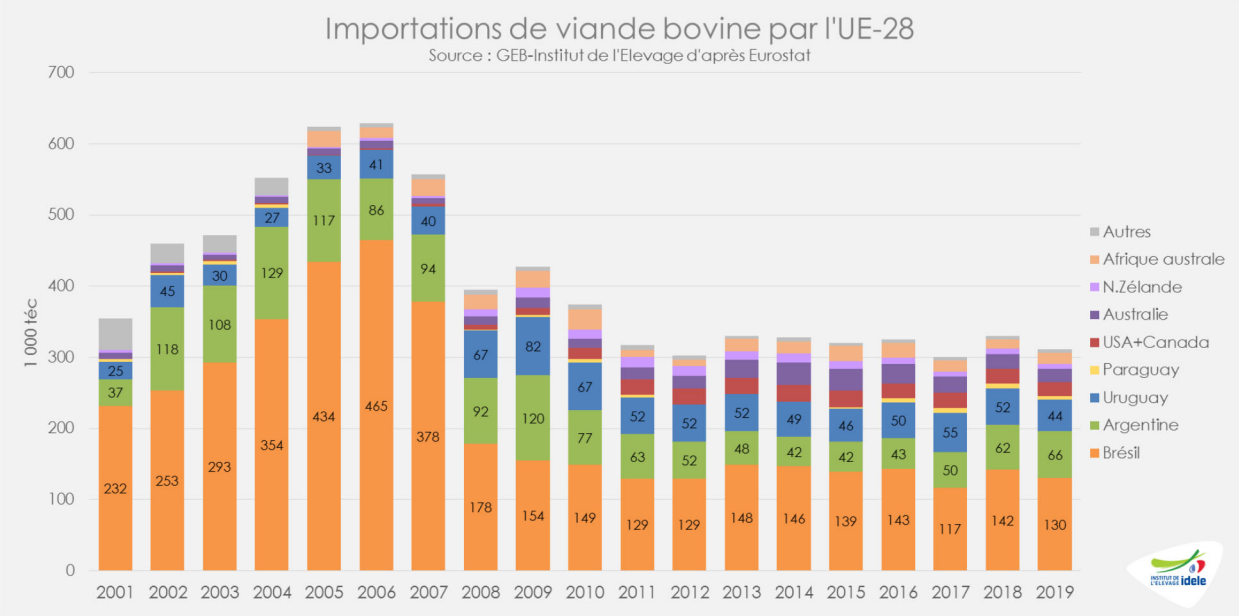
Pour éviter une éventuelle saturation des sites de transformation de lait de chèvre, les éleveurs ont été encouragés à maîtriser leur production laitière. Certains ont cherché à réformer des chèvres peu productives, mais ont dû faire face à l'impossibilité de les vendre aux abattoirs. La collecte des chèvres de réforme était fortement ralentie jusqu'à la semaine 14, puis a progressivement repris selon les régions. Cette mesure a été la principale réponse à la perte de marchés à l'export, important débouché de la viande de chèvre.

Ainsi, avec près de 9 200 têtes en mars, les abattages des chèvres de réforme ont chuté de -24% /2019. Cette baisse serait quasi exclusivement imputable à la semaine 13, où le ramassage des réformes a été quasiment arrêté. Globalement, sur le 1er trimestre, les effectifs abattus n'ont reculé que de -5% /2019, à près de 35 000 chèvres réformées. En effet, après un mois de janvier morose, davantage de chèvres ont été reformées en février (+ 11% /2019), sous l'effet notamment d'un jour ouvré supplémentaire (effet année bissextile).



Les exportations de viande bovine du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine au premier trimestre 2020

De récents articles parus dans la presse française font état de grandes difficultés des pays du Mercosur à exporter de la viande bovine vers l'UE suite au confinement quasi-généralisé. Rappelons que le Mercosur est de très loin le principal fournisseur tiers de viande bovine de l'UE (pour les ¾ environ), Brésil, Argentine et Uruguay en tête.



Ces exportations sont, en volume, constituées pour près de moitié de pièces réfrigérées haut de gamme, pour 1/3 de découpes congelées, le reste étant des préparations cuites (surtout destinées au marché britannique).

Les découpes trouvent essentiellement leur débouché dans la restauration hors domicile, puis dans les magasins de viandes congelées au détail (*frozen centers*) et, de façon moindre, dans les linéaires des GMS dans quelques pays (notamment en Allemagne et en Italie).

Avec la fermeture de la quasi-totalité des restaurants à table en UE, on comprend bien le désarroi des exportateurs mercosuriens, surtout dans le contexte où le pré-accord UE-Mercosur signé fin juin 2019 leur promettait des débouchés supplémentaires en Europe… C'est un peu comme si, après leur avoir fait miroiter du gâteau supplémentaire, on les privait brutalement de dessert…

Certes, le déconfinement en Chine leur promet de possibles débouchés supplémentaires, alors que le marché chinois capte déjà entre la moitié et les ¾ des volumes de viande bovine qu'ils exportent. Mais le marché européen reste de loin le plus rémunérateur pour les pièces d'aloyaux, les plus qualitatives, qu'ils exportent peu sur les autres marchés.

Nous avons donc voulu en avoir le cœur net. Avec une opportunité : les pays mercosuriens publient leurs exportations avec une réactivité difficilement égalable, puisque Brésil et Uruguay ont déjà publié leurs exportations de mars 2020 quand seules les importations de janvier sont à cette date disponibles pour l'UE. Certes, il faut compter environ un mois avant que ces viandes n'arrivent à bon port en Europe et puissent être dédouanées, mais cela donne une bonne indication des disponibilités en avril-mai 2020.

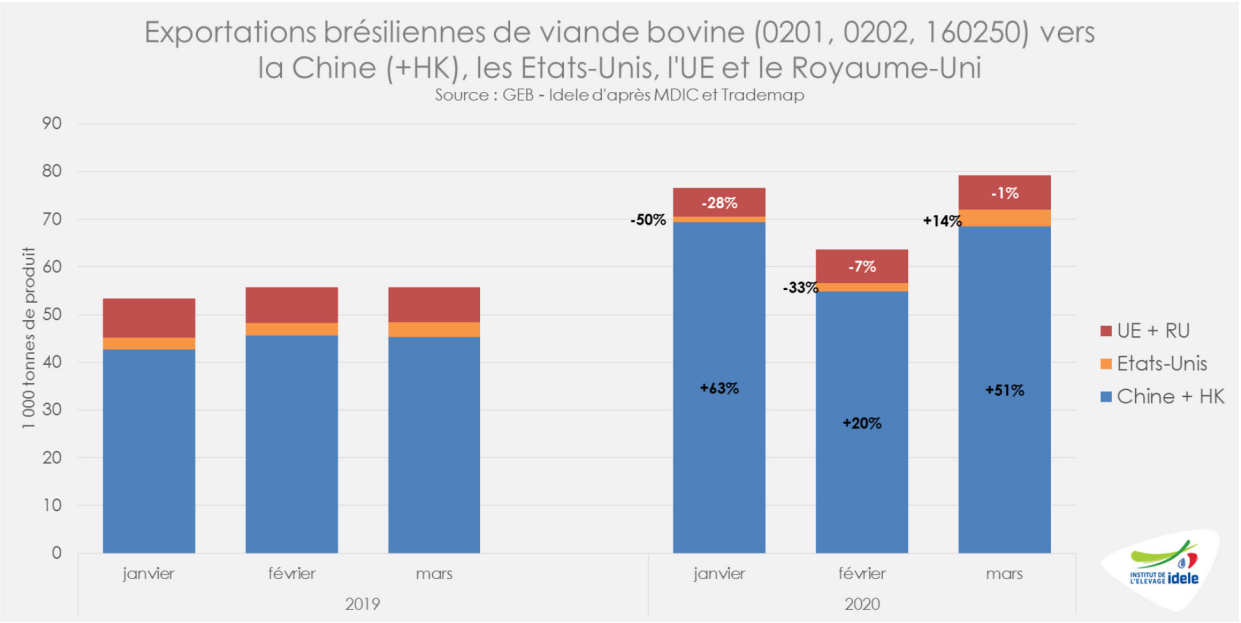
La situation est disparate selon les pays, mais **les exportations vers l'UE, si elles sont plutôt en baisse par rapport à 2019, ré-augmentent progressivement depuis le début de l'année 2020, en particulier depuis le Brésil et l'Uruguay.**

Nous ferons le point la semaine prochaine sur les prix à l'exportation depuis ces pays mercosuriens.

Brésil : les exportations totales progressent y compris en mars, notamment vers la Chine

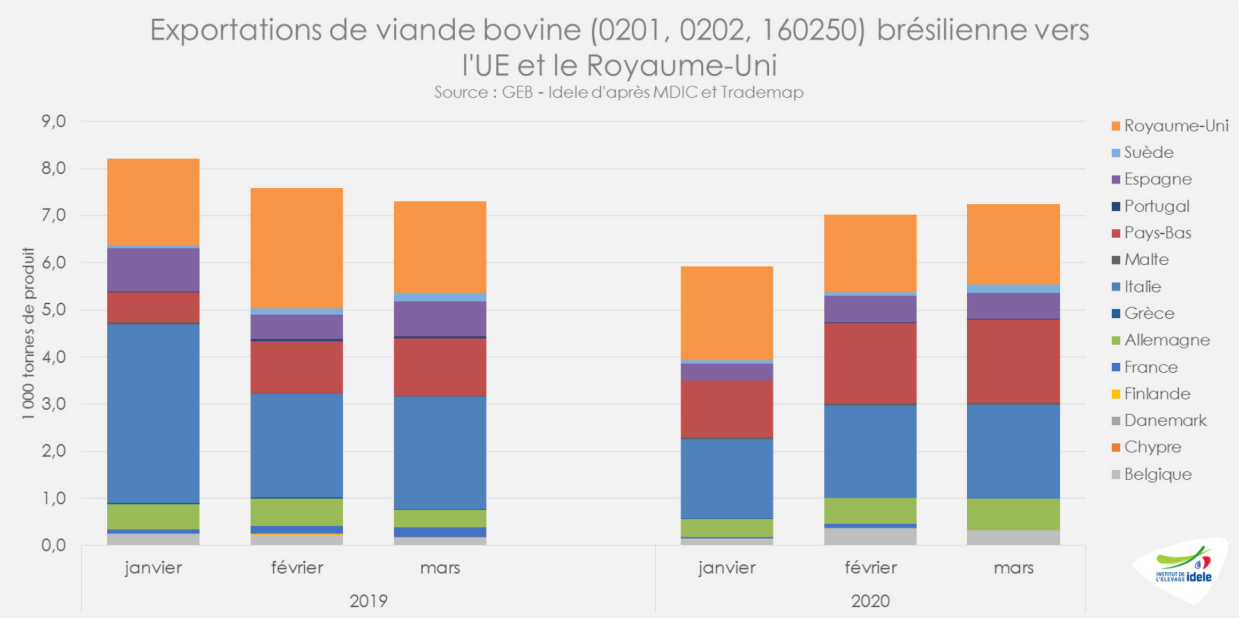
Les données des douanes publiées par le Ministère de l'Industrie du Commerce Extérieur (MDIC) prennent en compte les exportations jusqu'à la fin mars 2020. Les exportations de viande bovine ne semblent pas avoir été globalement freinées par la crise mondiale du COVID-19. Sur le premier trimestre, elles ont encore globalement progressé de 4,2% /2019 pour l'ensemble des viandes bovines, sous les lignes tarifaires 0201 (viandes réfrigérées), 0202 (viandes congelées) et 160250 (préparations).

Les dynamiques sont cependant bien différentes suivant les destinations. Celui des importations chinoises est tout à fait frappant malgré la pandémie. Ainsi, sur le 1er trimestre 2020, les exportations vers la Chine se sont littéralement envolées avec +44% /2019 !



Vers les États-Unis, alors que les importations étaient limitées jusqu'en février, l'ouverture du marché à la viande bovine brésilienne crue (réfrigérée ou congelée) notifiée par l'USDA en février 2020, alors que seules les préparations cuites étaient jusque-là autorisées, semble avoir eu un effet dès le mois de mars avec une progression de +14% /2019.

Vers l'UE (y compris le Royaume-Uni pour que la comparaison inter annuelle reste valide), le constat était mitigé déjà avant d'éventuels effets du coronavirus. La tendance à la baisse des importations de viande brésilienne préexistait en 2019 et elle s'est poursuivie sur le 1er trimestre de 2020 (-13% /2020). Néanmoins, à court terme, la tendance est plutôt la reprise des expéditions depuis le début de l'année, notamment vers les Pays-Bas et l'Allemagne. Les délais de transport avoisinant un mois au total (trajet + temps de dédouanement), on en verra les impacts dans les statistiques douanières de l'UE en avril, dont les chiffres ne seront pas disponibles avec la mi-juin prochain…

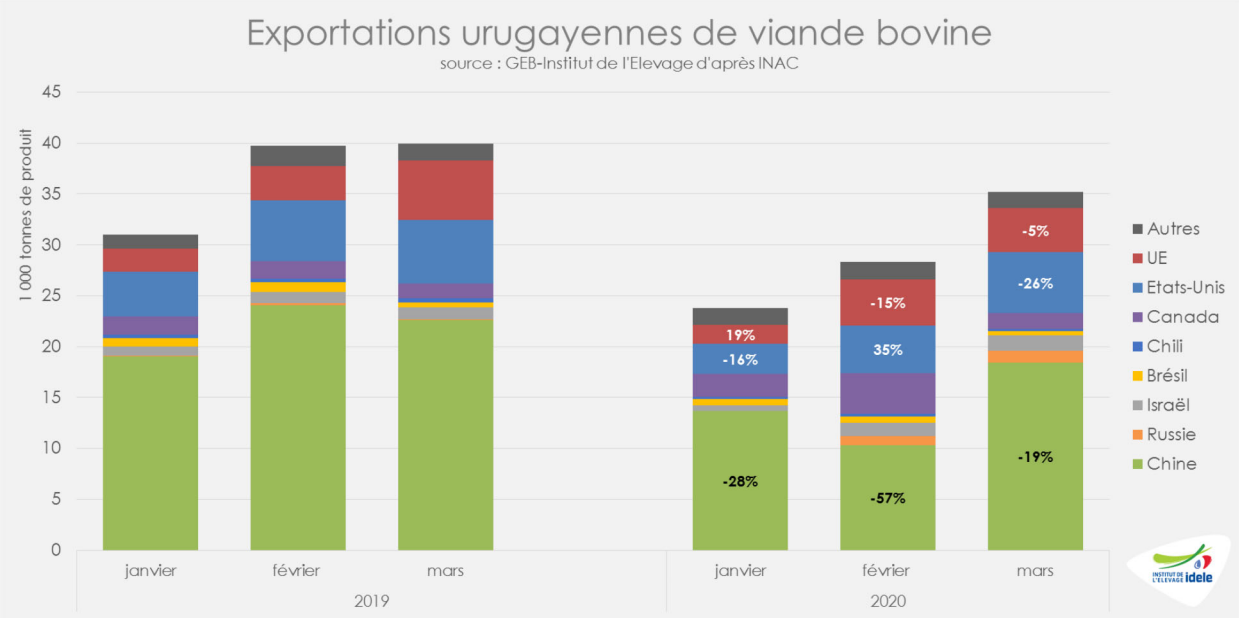


Uruguay : reprise progressive des exports malgré la baisse des prix vers la Chine

Les exportations uruguayennes de viande bovine sont en net retrait depuis le début de l'année, principalement vers la Chine. Cependant, depuis fin mars, les observateurs estiment que la Chine réactive sa demande en viande bovine auprès des principaux fournisseurs mondiaux, dont l'Uruguay, après quelques mois marqués d'incertitudes.

D'après les exportateurs uruguayens, la demande chinoise « *se concentre sur les découpes de l'avant, mais à des prix inférieurs* » à ceux d'avant la crise du COVID-19. Pour les arrières, les importateurs chinois « *offrent des prix beaucoup plus faibles, similaires à ceux de la Russie ou du Moyen-Orient* ». Pour cette raison, de nombreux exportateurs uruguayens choisissent de placer les découpes dans d'autres destinations pour diversifier les résultats (Israël, Canada voire Russie). Et ils s'inquiètent fortement du devenir du débouché européen où les aloyaux sont en temps normal les plus valorisés.

Depuis le début de l'année, les envois vers l'UE ont diminué sur le premier trimestre (-6% /2019), avec un recul particulièrement marqué en février et des incertitudes sur les mois à venir.



Argentine : des exportations en hausse jusqu'en février 2020… mais pas vers l'UE

Les données disponibles des douanes s'arrêtent en février 2020. Les expéditions de viandes bovines réfrigérées, congelées et cuites ont totalisé près de 76 kt sur ces deux premiers mois de 2020, en hausse de 14% par rapport à 2019.

La Chine est à elle seule la destination des 2/3 des volumes argentins (environ 49,7 kt), suivie du Chili (9%) puis d'Israël avec un peu plus de 7%. En comparaison, les 3 principales destinations de l'UE n'ont reçu ensemble que moins de 8% des exportations argentines totales sur les deux premiers mois de 2020, contre 9,3% en 2019.

Exportations argentines de viande bovine (réfrigérée, congelée et transformée) en 2019/2020

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après INDEC et consortium ABC

Pays	Janvier-février 2019	Janvier-février 2020	Var. % 2020/2019	Part dans les exports (%)
Chine	44 751	49 741	11,2%	65,6%
Chili	4 891	6 698	37,0%	8,8%
Israël	4 603	5 646	22,6%	7,4%
Allemagne	3 545	3 481	-1,8%	4,6%
Russie	2 746	3 264	18,9%	4,3%
Pays-Bas	1 699	1 785	5,0%	2,4%
Brésil	1 336	1 523	14,0%	2,0%
Etats-Unis	0	1 145	-	1,5%
Italie	923	764	-17,2%	1,0%
Autre	1 582	1 772	12,1%	2,3%
TOTAL	**66 076**	**75 820**	**14,7%**	-

Les flux sont en forte hausse vers le Chili, Israël et la Russie, à un degré moindre vers la Chine et le Brésil. Les expéditions vers l'UE varient peu, la hausse vers les Pays-Bas (plateforme de redistribution sur tout le Continent) contrastant avec la baisse vers l'Italie.

La presse argentine souligne l'inquiétude des exportateurs vis-à-vis du débouché européen, notamment par rapport aux 29 500 tonnes du contingent Hilton (viandes dites de « haute qualité »), écoulées principalement dans la RHD européenne. Elle a été exprimée notamment lors du forum de la viande du Mercosur début avril.

Ce sont les représentants de l'industrie argentine (consortium ABC, qui représente 35% des abattages et 90% des exportations argentines) qui ont indiqué à l'agence Reuters que « *les exportations de viande bovine de l'Argentine vers ses deux principaux marchés [Chine et UE] sont pratiquement stoppées par les effets de la pandémie de coronavirus* ». D'après le Président d'ABC, en mars, « *les exportations de viande bovine vers la Chine ne représentaient que 15% des près de 50 000 tonnes qui, selon les données officielles, étaient expédiées mensuellement au géant asiatique à la fin de l'année dernière* ». Et « *le marché européen, consommateur historique des coupes les plus chères de viande argentine, a également vu sa demande en produits du pays sud-américain ralentir* ».

Les industriels exportateurs argentins ont réorienté leur production sur le marché intérieur pour maintenir leurs outils en fonctionnement, « *même si cela signifie que la marge bénéficiaire de l'activité est inférieure à celle du commerce extérieur* ». Il est également probable que la hausse des *retenciones*, taxes à l'export pour financer le déficit du budget fédéral de l'État Argentin (9% sur la viande bovine, mais 30% sur le soja), gène les exportateurs. Cependant, fin mars, le consortium ABC communiquait encore sur le fonctionnement normal des abattoirs de ses adhérents…